

# Chambre des Représentants.

---

SÉANCE DU 8 MARS 1928

---

## Projet de loi sur la saisie conservatoire et l'exécution forcée.

---

### EXPOSÉ DES MOTIFS

---

MESSIEURS,

Le Gouvernement a l'honneur de proposer à vos délibérations un projet de loi sur la saisie conservatoire et l'exécution forcée.

Une proposition de loi déposée à la Chambre des Représentants, le 9 juin 1927 (n° 233), avait pour objet une réforme de la procédure sur requête et de la saisie.

Le comité permanent du conseil de législation que j'avais consulté à ce sujet a établi le texte du présent projet, en même temps que celui du projet de loi sur les pouvoirs des présidents des tribunaux, que je dépose également aujourd'hui. Ensemble, ces deux projets absorbent la matière de la proposition de loi du 9 juin 1927.

L'étude doctrinale du comité permanent, que vous trouverez ci-annexée, constitue le commentaire et la justification du présent projet de loi.

*Le Ministre de la Justice,*

P.-E. JANSON.

---

**NOTE****du Comité permanent du Conseil de Législation**

---

« On appelle saisies toutes les procédures qui tendent à mettre les biens sous » la main de justice; elles ne mènent pas nécessairement à vente, mais elles » sont toujours la mise en œuvre du principe de l'article 2092 du code civil, » à savoir que tous les biens du débiteur sont le gage de ses créanciers. On dis- » tingue, en effet, deux sortes de saisies : les unes sont des voies d'exécution » forcée; c'est en ce sens qu'elles tendent et aboutissent, si le débiteur ne les » arrête pas en payant en temps utile, à la vente de ses biens et à la distribution » du prix qu'elle produira entre ses créanciers; les autres ne sont que des sai- » sies, conservatoires ou de précaution, qui mettent seulement les biens saisis » sous la main de la justice pour empêcher le débiteur d'en disposer au détriment » de ses créanciers. La saisie-exécution, la saisie brandon, la saisie immobilière » et la saisie des rentes appartiennent à la première catégorie; la saisie-gagerie, » la saisie-revendication, les saisies conservatoire et foraine à la seconde. La » saisie-arrêt tient à la fois des unes et des autres ». (Garsonnet et César Bru — Traité de procédure, 3<sup>e</sup> édition, tome IV, n° 37).

L'avant-projet de loi vise à la réorganisation complète des saisies à titre conservatoire, élargit la sphère d'applicabilité de la saisie conservatoire qui n'existe qu'en matière commerciale, et la substitue à toutes les autres saisies à titre conservatoire, la saisie revendication exceptée. La substitution s'étend à la saisie-arrêt quand elle est pratiquée à titre conservatoire.

Le projet supprime la faculté de saisir-arrêter à titre conservatoire et ne laisse subsister la saisie-arrêt que comme voie d'exécution.

La projet ne touche pas à la forme des saisies à titre exécutoire ni, par conséquent, à celle de la saisie-arrêt devenue désormais voie d'exécution.

\*  
\* \*

L'avant-projet poursuit plusieurs objets :

1° permettre la saisie-conservatoire pour cause civile, alors qu'elle n'est prévue que pour cause commerciale ;

2° débarrasser la matière des saisies à titre conservatoire des difficultés qui proviennent soit de la multiplicité de ces saisies, soit des controverses auxquelles elles donnent lieu ;

3° mettre fin aux abus qui résultent des saisies-arrêts et des saisies-gageries pratiquées sans titre exécutoire ni autorisation de justice ;

4° introduire en Belgique la faculté connue en France sous le nom de cantonnement, qui permet au saisi de libérer ce qui excède les causes de la saisie moyennant consignation d'une somme suffisante ;

5° régler certaines difficultés relatives à l'exécution des expertises et séquestres.

\*  
\* \*

L'utilité de la saisie-conservatoire pour cause civile n'est contestée par personne.

L'introduction dans la législation d'une disposition permettant la saisie-conservatoire pour dette civile est réclamée depuis longtemps.

Le rapport déposé à la Chambre des Représentants, le 24 avril 1908, par M. Segers au nom de la commission chargée de l'examen du projet de loi relatif à la saisie et à la surenchère sur aliénation volontaire des navires et bateaux, s'exprimait en ces termes : « Ce qui caractérise essentiellement le » projet, c'est qu'il propose d'étendre aux créances civiles aussi bien qu'aux » créances commerciales, la saisie conservatoire, qui n'est en ce moment que la » garantie exclusive de ces dernières.

» L'innovation est heureuse, car on se demande en vain ce qui justifiait, au » point de vue de garanties dues aux créanciers, la distinction entre la dette de » nature commerciale et celle de nature civile. Il est singulièrement fâcheux que » le cadre de la loi nous force de limiter l'œuvre d'unification aux navires et aux » bateaux, et de ne pouvoir autoriser la saisie-conservatoire du chef des créances » civiles à tous les effets mobiliers sans distinction. Le mieux est l'ennemi du » bien. Félicitons-nous déjà de ce premier pas dans une voie de réformes » désirées ». (Doc. parl. Chamb. des Repr., sess. 1907-1908, p. 670).

Le projet de loi réalise la réforme réclamée par la commission de la Chambre des Représentants en 1907.

Le projet étend la faculté de saisir pour causes civiles à tous les meubles du débiteur, comme la loi du 4 septembre 1908 l'a fait pour les navires et bateaux.

Le projet permet la saisie de tous les meubles, tant corporels qu'incorporels, et celle de fruits pendants par racine, quoique encore immeubles.

En prévoyant la saisie des meubles incorporels, le projet s'est inspiré de la doctrine et la jurisprudence françaises, auxquelles il y a lieu de se référer à défaut de doctrine et de jurisprudence belges. En doctrine et jurisprudence françaises, le droit de saisir à titre conservatoire les meubles incorporels n'a pas été sérieusement contesté. (Garsonnet et César-Bru, 3<sup>e</sup> édition, t. III, n° 379).

\*  
\* \* \*

Dans l'état actuel de la législation, il y a quatre espèces de saisies à titre conservatoire : 1) la saisie-gagerie prévue aux articles 819 et suivants du code de procédure civile ; 2) la saisie foraine réglée par les articles 822 et suivants ; 3) la saisie-arrêt prévue par les articles 557 et suivants ; 4) la saisie conservatoire en matière commerciale prévue par l'article 417, l'article 63 de la loi du 10 juillet 1877 sur la lettre de change, et la loi du 4 septembre 1908 sur la saisie des navires. Il y aurait lieu de compter également, comme saisie à titre conservatoire, la saisie-revendication dans le cas prévu par l'article 819, alinéa 2, si l'on considère, suivant certaine doctrine et certaine jurisprudence, que la saisie-revendication est, dans cette hypothèse, ouverte au bailleur.

Cette multiplicité de saisies à titre conservatoire constitue une source de difficultés inextricables, résultant notamment de l'incertitude sur la nature de la saisie pratiquée en cas de déplacement par le bailleur des meubles garnissant les biens loués, ou du choix de la saisie à laquelle il y a lieu de recourir pour saisir les effets mobiliers du débiteur qui se trouvent en mains tierces.

La diversité des règles de la saisie-gagerie et de la saisie-revendication dans le premier cas, de celles de la saisie conservatoire et de la saisie-arrêt dans le second, fait que cette incertitude présente dans la pratique les plus sérieux inconvénients.

La multiplicité des procédures de saisies à titre conservatoire ne s'explique que par des considérations historiques. Elle ne se justifie pas logiquement et ne répond plus aux nécessités sociales actuelles.

Toutes les saisies à titre conservatoire ont même objet : mettre sous la main de justice les meubles qui constituent le gage du créancier jusqu'à ce que la justice se soit prononcée sur les prétentions respectives des parties.

La substitution de la saisie conservatoire aux saisies existantes fera disparaître les difficultés signalées.

Désormais il y aura lieu de procéder par voie de saisie conservatoire, quelle que soit la nature des meubles à saisir, en quelque main que les meubles se trouvent. Le bailleur pourra saisir conservatoirement les meubles sur lesquels il a privilège, que ces meubles soient ou non déplacés, pourvu, dans ce dernier cas, qu'il pratique la saisie dans les délais prévus par l'article 20 de la loi du 16 décembre 1851.

Pareillement le créancier pourra saisir conservatoirement les biens de son débiteur en quelque main que ces meubles se trouvent. Le créancier n'aura plus à rechercher s'il doit recourir à la saisie foraine, à la saisie-arrêt ou à la saisie conservatoire commerciale.

La substitution de la saisie conservatoire à la saisie-arrêt quand cette dernière n'est pas pratiquée en vertu d'un titre exécutoire, fera disparaître les controverses sur la nature de la saisie arrêt. La saisie-arrêt constituera désormais exclusivement une mesure d'exécution et sera ainsi sans conteste soumise à toutes les règles qui régissent les mesures d'exécution. Seules, les personnes capables de faire acte d'exécution pourront procéder par voie de saisie-arrêt. Les règles prescrites dans l'article 551, dont l'applicabilité en matière de saisie-arrêt est contestée en raison du caractère mixte que la saisie-arrêt présente actuellement, lui seront à l'avenir toujours applicables, puisque la saisie-arrêt sera toujours une mesure d'exécution.

\*  
\* \*

Le projet de loi met fin aux principales controverses auxquelles les saisies remplacées par la saisie conservatoire donnaient lieu. C'est ainsi qu'indépendamment des controverses sur la nature de la saisie pratiquée en vertu de l'article 819 et sur celle de la saisie-arrêt, le projet met fin notamment à la controverse sur la certitude et la liquidité des créances pour lesquelles il peut être saisi à titre conservatoire, ainsi qu'à celles sur ce qu'il faut entendre par titres privés dans l'article 557, par loyers et fermages échus dans l'article 819, par forain dans l'article 822.

\*  
\* \*

La faculté de saisir-gager et de saisir-arrêter sans titre exécutoire, que prévoit la législation existante, donne lieu à des abus, auxquels il est nécessaire de mettre fin.

C'est ainsi qu'en matière de saisie-gagerie certains bailleurs procèdent à saisie-gagerie dès qu'il y a retard dans le paiement d'un terme et occasionnent ainsi au preneur des frais inutiles quand ce dernier est solvable.

Les saisies-arêts en vertu de titres privés sont, par contre, extrêmement rares parce que les parties munies de titres privés préfèrent généralement se faire couvrir par une ordonnance présidentielle : les parties ne procèdent à saisie-arrêt en vertu de titres privés, que lorsque le président leur a refusé la permission à

raison de l'existence du titre. La limitation du pouvoir d'autoriser une saisie-arrêt au cas où il n'y a pas de titre, présente de graves inconvénients. Il arrive fréquemment qu'un créancier est obligé de s'abstenir de saisir à raison du coût prohibitif de l'enregistrement du titre privé. En cette matière, plus qu'en aucune autre, l'élévation des frais de justice constitue un obstacle aux poursuites les plus justifiées et est un véritable mal social.

La faculté de saisir en vertu d'un titre privé est d'ailleurs exorbitante du droit commun.

Les mesures conservatoires ne peuvent, en règle générale, être prises qu'en vertu d'une permission du juge. Seules, les saisies-arrêts et les saisies-gageries font exception à cette règle.

Les conditions sociales et politiques qui ont fait admettre sous l'ancien régime ces dérogations au droit commun, et qui les ont fait conserver dans le code de procédure civile, malgré les protestations de certaines cours, se sont profondément modifiées. Si les droits du débiteur ont été sacrifiés aux intérêts du créancier par les auteurs du code, alors que la classe dirigeante était celle des détenteurs de biens, il n'est plus admissible qu'il en soit ainsi de nos jours où il est généralement admis que les droits du pauvre sont aussi respectables que ceux du riche.

La suppression de la faculté de saisir en vertu d'un titre privé répond à une nécessité sociale.

\* \* \*

L'introduction dans notre législation de la possibilité pour le saisi d'en limiter les effets au montant des causes de la saisie, sans diminuer les garanties auxquelles le saisissant peut légitimement prétendre, est trop généralement admise pour qu'il y ait lieu d'y insister.

Le texte dont la substitution à celui du projet déposé par MM. Pouillet et consorts, est proposé, ne s'écarte de ce dernier qu'en ce qui concerne l'organisation de cette limitation, appelée en France cantonnement.

Le projet de MM. Pouillet et consorts prévoyait une organisation du cantonnement calquée sur celle de la loi française du 17 juillet 1907, qui subordonne à une autorisation de justice la faculté de cantonner.

L'avant-projet du comité permanent concède, par contre, la faculté du cantonnement au débiteur saisi, qui peut l'exercer sans autorisation. L'intervention de justice n'est prévue que pour le cas de contestation sur l'exercice du droit au cantonnement.

Par ailleurs, l'avant-projet, comme le projet déposé par MM. Pouillet et consorts, prévoit le cantonnement pour toutes les saisies à titre conservatoire civiles et commerciales, y compris celle des bateaux et navires. Elle ne limite pas, comme la loi française, le cantonnement à la seule saisie-arrêt. L'avant-projet prévoit en outre la faculté du cantonnement en matière de saisie à titre exécutoire, dans deux cas limitativement indiqués : 1) quand la surséance aux poursuites a été ordonnée; 2) quand la saisie est pratiquée en vertu d'un jugement dont l'exécution provisoire a été ordonnée en vertu du second alinéa de l'article 135.

Le cantonnement ne crée aucun privilège en faveur du saisissant. C'est ce que M. Pouillet avait déjà fait ressortir dans l'exposé des motifs du projet qu'il a déposé. Le cantonnement se borne à rendre possible, sans le consentement du saisissant, l'affectation spéciale de la somme consignée à l'extinction des causes

de la saisie et la libération de ce qui excède les causes de la saisie, opérations qui ne peuvent actuellement être réalisées que du consentement du saisissant.

Le cantonnement arme le saisi contre le saisissant qui, sans motifs légitimes, refuse de libérer ce qui excède les causes de la saisie, quand le saisi offre d'affecter une somme suffisante à l'extinction de la créance.

Loin de constituer en faveur du saisissant une extension de ses droits par la création d'un privilège nouveau au détriment des autres créanciers, le droit au cantonnement, concédé au saisi, limite les droits du saisissant en lui enlevant la possibilité de contraindre le saisi au paiement par l'immobilisation de toutes ses disponibilités.

Le cantonnement, d'ailleurs toujours facultatif pour le saisi, améliore la situation de ce dernier en lui rendant la disposition de ce qui excède les causes de la saisie et en le soustrayant, le cas échéant, au risque d'insolvabilité du tiers saisi.

Le cantonnement améliore la situation du saisissant en assurant le paiement de ce dont il serait reconnu débiteur. La seule restriction que le cantonnement apporte aux droits du saisissant, est une restriction à la possibilité d'en abuser.

Le cantonnement ne porte aucune atteinte aux droits de créanciers non saisissants, en ce sens qu'il ne permet pas au saisi et au saisissant de réaliser une opération qu'ils ne peuvent déjà faire.

La saisie ne frappe d'indisponibilité les sommes saisies qu'à l'égard du saisissant, de sorte que le saisi peut, d'accord avec ce dernier, en affecter une partie à l'extinction de la créance du saisissant, en consignat une somme suffisante avec affectation au paiement de cette créance sous condition suspensive de justification de la créance.

« Le saisi assigne le saisissant devant le tribunal, ou plus souvent encore »  
 » devant le juge des référés, et demande l'autorisation de recevoir des mains du »  
 » tiers saisi ce qui excède les causes de la saisie, en déléguant le surplus au sai- »  
 » sissant par affectation spéciale à la garantie de sa créance. Il conclut à ce que la »  
 » somme ainsi déléguée soit versée à la caisse des consignations, ou déposée en »  
 » mains d'un séquestre, à moins qu'elle ne reste consignée entre les mains du »  
 » tiers saisi lui-même. En cas d'acquiescement à cette demande, il se forme entre »  
 » parties un contrat judiciaire et le saisissant n'a plus à craindre la concurrence »  
 » des créanciers qui viendraient à former plus tard des oppositions sur les deniers »  
 » mis en réserve. Les nouveaux opposants, qui n'auraient pas eu le droit de cri- »  
 » tiquer les paiements faits par le tiers saisi avant leur opposition, ne sont pas »  
 » fondés à attaquer une consignation faite pour tenir lieu de paiement. Mais, »  
 » pour qu'il en soit ainsi, il est indispensable qu'il y ait accord entre le saisis- »  
 » sant et le saisi ; les juges ont uniquement à constater et à décréter cet accord. »  
 » On se trouve alors en présence d'une délégation parfaite, subordonnée à la con- »  
 » dition suspensive que les droits du saisissant seront ultérieurement reconnus ; »  
 » dans certains cas le contrat constituera un véritable nantissement. Le jugement »  
 » devra être signifié au tiers saisi avant la survenance de nouvelles oppositions, à »  
 » moins que le tiers, mis en cause dans l'instance pendante entre le saisissant et »  
 » le saisi, n'ait déclaré adhérer à l'arrangement intervenu ». (Lourquin, *Code de la saisie-arrest*, n° 307).

Le comité permanent a admis la faculté du cantonnement pour toutes les saisies conservatoires, y compris celle des navires et bateaux, et l'a même admise exceptionnellement dans deux cas, en matière de saisies à titre exécutoire.

Le cantonnement, c'est-à-dire la faculté de paiement sous condition suspen

sive, qui fait sortir les fonds consignés du patrimoine du débiteur saisi sans les faire entrer dans celui du créancier saisissant, peut être utile dans les cas nombreux où une contestation sur le titre exécutoire expose le saisi à rester privé, pendant toute la durée, parfois longue, de l'instance à laquelle la contestation donne lieu, de la disposition de toutes les choses saisies, alors même que leur valeur excède les causes de la saisie, expose le saisissant au concours de nouvelles saisies et les expose tous deux, saisi et saisissant, aux risques de l'insolvabilité du tiers saisi.

L'avant-projet prévoit donc la possibilité, pour le saisi, de recourir au cantonnement, lorsque la surséance aux poursuites exercées en vertu d'un titre exécutoire a été ordonnée. Le saisi ne peut user de la faculté du cantonnement que si une décision judiciaire exécutoire a ordonné la surséance et seulement pendant la durée de la surséance. Si le saisi consignait une somme suffisante après que le délai de surséance est expiré, il ne libérerait pas le surplus des choses saisies.

Le comité permanent estime qu'il y a lieu également de permettre la consignation avec affectation spéciale au cas où la saisie à titre exécutoire est pratiquée en vertu d'un jugement frappé d'appel ou d'opposition, si le juge n'en a autrement ordonné.

Un jugement, bien que frappé d'appel ou d'opposition, permet de recourir à la voie d'exécution que constitue une saisie à titre exécutoire, quand le jugement est exécutoire par provision.

Il a paru utile d'accorder la faculté du cantonnement au saisi, quand le titre en vertu duquel la saisie est pratiquée est susceptible de réformation et que le saisi a tout son avoir bloqué, alors qu'il sera reconnu, sur appel ou opposition, qu'il n'est pas débiteur.

Il est cependant des cas où l'opposition et l'appel constituent manifestement des moyens dilatoires pour se soustraire à l'exécution d'obligations qui ne sont pas sérieusement contestées. Il a fallu prévoir, pour ces cas exceptionnels, la possibilité pour le juge d'exclure la faculté du cantonnement, afin d'enlever au débiteur condamné provisionnellement la possibilité de retarder, par une consignation, le moment où le créancier entrera en possession de son dû.

Le juge exclura nécessairement la faculté de la consignation en matière de pension alimentaire et dans les cas prévus par l'alinéa premier de l'article 133, dont l'application est d'ailleurs très rare.

\*  
\* \* \*

L'exécution des jugements et ordonnances prescrivant constats, expertises ou séquestres, rencontre souvent des difficultés quand les huissiers, experts ou séquestres doivent pénétrer dans des lieux occupés ou se mettre en possession de choses détenues par une partie ou un tiers qui s'oppose à l'exécution. La loi ne trace pas la voie qu'ils doivent suivre pour parvenir à exécuter leur mission.

Les dispositions proposées ont pour objet de combler cette lacune.

Quand les huissiers, experts ou séquestres rencontrent opposition à l'ouverture des portes, il y a lieu de faire une distinction ; s'ils ont été nommés par une décision judiciaire, contradictoire ou non, à laquelle l'opposant a été appelé, ils peuvent requérir la force publique, comme il est prévu en matière de saisie-exécution. S'ils ont été commis par une décision lors de laquelle l'opposant n'a pas été appelé, ils doivent procéder comme en matière de saisie-revendication : établir garnison aux portes et attirer l'opposant en référé pour faire statuer sur

l'opposition. Il ne pourra ainsi jamais être pénétré dans aucun lieu sans que celui qui l'occupe ait pu faire valoir ses droits dans un débat contradictoire. La disposition ne vise cependant que le cas de refus des portes et non celui où les portes sont trouvées fermées et l'occupant absent. Dans ce dernier cas, il est toujours procédé comme en matière de saisie-exécution et il n'y a jamais lieu à référé. Cette solution est conforme à la jurisprudence en matière de saisie-revendication. (Bruxelles, 11 avril 1864, *Pas.* 1864. II. 365).

En cas de prise en charge de papiers par un expert ou un séquestre, le projet prescrit l'observation des formes suivies en matière de saisie-exécution.

L'expert et le séquestre, comme l'huissier, n'ont pas le droit de prendre connaissance des papiers domestiques de celui chez qui ils viennent procéder. En cas de contestation du détenteur de papiers, il doit être statué en référé. Il n'est procédé à la mise sous scellés qu'en cas d'absence du détenteur des papiers. Les scellés sont apposés, sous peine de nullité, par les personnes qui ont qualité pour faire ouvrir de force les portes extérieures et intérieures et les meubles. Les scellés ne sont levés, en cas de contestation, qu'après référé.

\*  
\* \*

Le projet a généralement suivi, pour l'organisation de la saisie conservatoire, les règles tracées par la loi du 4 septembre 1908, dont l'application n'a guère soulevé de difficultés.

\*  
\* \*

L'article 819 dispose que la saisie ne peut avoir lieu qu'en cas de célérité, si le débiteur est insolvable et qu'il y ait lieu de craindre qu'il ne fasse disparaître ses meubles. Il appartient au juge d'apprécier s'il y a célérité, et son ordonnance n'est pas susceptible d'appel.

Le droit de requérir saisie est concédé à tout créancier, quel que soit le titre de sa créance.

La saisie porte sur les meubles qui constituent le gage du créancier qu'ils appartiennent au débiteur ou qu'ils soient affectés par privilège spécial au paiement de la créance. Tout meuble qui fait partie du gage d'un créancier, peut être saisi conservatoirement.

La saisie porte sur tous les meubles, corporels ou incorporels, et sur les fruits pendants par racine, quoique encore immcubles.

\*  
\* \*

L'article 820 règle la compétence du magistrat chargé d'accorder l'autorisation.

L'autorisation est toujours donnée sur requête.

Le magistrat compétent est, en règle générale, le président du tribunal compétent pour connaître *ratione materiae* de la contestation sur la créance que la saisie doit garantir. Si la créance est civile dans le chef du débiteur, c'est le président du tribunal de première instance qui est compétent; si la créance est commerciale, c'est le président du tribunal de commerce.

Exceptionnellement la saisie est autorisée par le juge de paix à l'exclusion du président du tribunal de première instance, quand elle a pour objet la garantie d'une créance, dont la contestation rentre dans la juridiction de ce magistrat. Cette exception n'est en quelque sorte que la reproduction d'une règle de com-



pétence introduite en matière de saisie-gagerie par l'article 1 de la loi du 5 octobre 1833 et dont l'application n'a pas donné lieu à difficultés.

Dans les cas d'urgence, où la nécessité de s'adresser au président du tribunal, pour obtenir l'autorisation de saisir un individu qui n'a pas d'établissement fixe en Belgique, exposerait le requérant à voir disparaître le gage avant d'avoir pu pratiquer la saisie, l'autorisation peut être donnée par le juge de paix. La nécessité de recourir au juge de paix ne se présentera presque jamais dans les agglomérations où siège un tribunal et où, en règle générale, il y a possibilité de recourir sans retard au président.

La compétence *ratione loci* est réglée en sorte que le droit d'accorder l'autorisation appartient au président du tribunal ou au juge de paix dans le ressort duquel le débiteur est domicilié ou, à défaut de domicile en Belgique, dans le ressort duquel il a sa résidence. Si le débiteur ne demeure pas en Belgique, l'autorisation est donnée par le magistrat du lieu où la saisie doit être pratiquée. L'autorisation de saisir doit toujours émaner d'un magistrat belge.

Le comité permanent s'est, pour la compétence, écarté du projet soumis à son examen qui portait :

« L'autorisation est accordée par le magistrat dans le ressort duquel la saisie doit être pratiquée ».

La compétence du lieu de la saisie a pour elle une expérience plus que séculaire. La saisie conservatoire commerciale (art. 447), la saisie-gagerie (art. 819) et la saisie foraine (art. 822) n'ont jamais pu être autorisées que par le magistrat du lieu de la saisie. La saisie-arrêt peut être accordée par le juge du lieu de la saisie et par celui du domicile du saisi (art. 558). La compétence du lieu de la saisie a été également consacrée par la loi du 4 septembre 1908. Cette expérience semble démontrer que la compétence du magistrat du lieu de la saisie ne présente guère d'inconvénients. En cas d'urgence, cette compétence est souvent la seule qui permette de pratiquer la saisie avec la célérité désirable.

Le comité permanent s'est toutefois prononcé pour la compétence du juge du domicile du saisi pour un double motif : 1° ce juge est celui qui est le mieux à même d'apprécier, surtout dans les petits arrondissements, la situation du saisi ; 2° ce juge peut, en cas de saisies à pratiquer dans plusieurs ressorts, donner par une seule ordonnance les autorisations nécessaires et éviter ainsi les frais d'ordonnances multiples.

Peut-être pourrait-on admettre la double compétence du juge du domicile du saisi et celui du lieu de la saisie, comme c'est actuellement le cas en matière de saisie-arrêt où la double compétence, quoique critiquable en théorie, ne paraît pas avoir donné lieu à abus.

Si la double compétence était admise, le texte suivant pourrait être substitué au texte proposé :

» « Sont également compétents pour autoriser la saisie le magistrat du lieu où la saisie doit être pratiquée et, si le débiteur demeure en Belgique, celui de son domicile ou, à défaut de domicile, celui de sa résidence.

» Les requêtes en autorisation de saisie ne peuvent être cumulées ».

Les règles de compétence prescrites par le présent article ne s'appliquent pas à la saisie conservatoire des navires et des bateaux.

\*  
\* \*

L'article 821 prescrit que la saisie ne peut être pratiquée que pour une créance

qui au moment de la saisie est certaine et exigible, liquide ou de nature à être promptement liquidée. Cette disposition consacre l'interprétation donnée par la doctrine et la jurisprudence à la règle générale inscrite dans l'article 551. Il a paru nécessaire de rappeler cette règle pour empêcher que la saisie conservatoire ne connaisse la controverse, qui perdure en matière de saisie-arrêt, sur l'applicabilité de cette règle aux saisies faites à titre conservatoire.

\*  
\* \*

L'article 822 dispose que, seuls, les meubles qui peuvent faire l'objet d'une saisie-exécution, d'une saisie-brandon ou d'une saisie-arrêt, peuvent être saisis à titre conservatoire.

Les meubles déclarés insaisissables en matière de saisie-exécution ne peuvent être saisis conservatoirement. Il en est de même des rentes constituées sur particuliers.

Les immeubles par destination, c'est à-dire les objets mobiliers que le propriétaire d'un fonds y a placés pour le service et l'exploitation de ce fonds ou à perpétuelle demeure, ne peuvent être saisis par voie de saisie-exécution ni, par conséquent, faire l'objet de saisie-conservatoire que dans les cas prévus par l'article 593.

L'insaisissabilité relative des immeubles par destination ne s'étend pas aux objets apportés dans le fonds par les locataires ou les fermiers.

\*  
\* \*

L'article 823 règle la forme dans laquelle la saisie-conservatoire est pratiquée. Quand la saisie a pour objet un meuble corporel, elle doit être pratiquée en forme de saisie-exécution ; quand elle a pour objet des fruits pendants par racine, en forme de saisie-brandon ; quand l'objet est une créance, les formes de la saisie-arrêt devront être suivies. Les seules formalités qui doivent être suivies sont celles prévues pour la mise sous la main de justice, des meubles saisis. Les formalités relatives à la validation des dites saisies ne sont pas applicables à la saisie-conservatoire, qui ne comporte pas d'instance en validité. C'est ainsi qu'en matière de saisie de meubles corporels et de fruits pendants par racine, les règles relatives à la réalisation du gage ne sont pas applicables. Il en est de même, en matière de saisie conservatoire de créance, de la règle qui prescrit d'assigner dans le délai prescrit par l'article 563. La dénonciation de la saisie devra toutefois être faite dans les délais prescrits.

L'article 823 rend, le cas échéant, applicables à la saisie conservatoire d'une créance les règles prescrites par le décret du 18 août 1807 en matière de saisie-arrêt entre les mains des receveurs dépositaires ou administrateurs de caisses ou de deniers publics.

L'article 823 prévoit toutefois plusieurs dérogations aux règles suivies en matière de saisie-exécution.

Certaines de ces dérogations ne sont que la reproduction de règles inscrites dans la loi du 4 septembre 1908.

L'obligation, en cas d'opposition, d'en référer au président du tribunal de première instance se justifie par la considération que la saisie conservatoire est pratiquée, comme la saisie-revendication à laquelle cette règle est empruntée, en vertu d'une ordonnance qui a été rendue sans que celui sur qui ou chez qui la saisie est pratiquée ait pu se défendre.

La règle relative au caractère facultatif des témoins est empruntée à la loi française du 13 janvier 1923, qui a réformé l'article 585 du code de procédure. La discrétion qui s'impose pour les actes de poursuites rend désirable de ne recourir aux témoins qu'en cas d'absolue nécessité.

Si le gardiennat est indispensable dans certains cas, il en est d'autres, par contre, où il est presque impossible de trouver une personne disposée à s'en charger ; d'autres encore où le gardiennat est dénué d'efficacité. Il paraît, dès lors, opportun de laisser au saisissant la faculté de constituer un gardien ou non.

Les règles édictées par le présent article ne s'appliquent pas à la saisie conservatoire des navires et bateaux.

. . .

L'article 824 constitue en matière de saisie conservatoire une innovation. Cet article dispose que l'autorisation de saisir doit, à peine de nullité, impartir un délai au saisissant pour assigner le saisi en paiement des causes de la saisie, et rend la saisie caduque à défaut d'assignation dans le délai imparti.

Cette disposition a été substituée à celle prévue dans le projet soumis au comité permanent qui portait : « La saisie conservatoire ne vaut que pendant deux années, sauf renouvellement avant l'expiration de ce délai. » Cette dernière disposition reproduisait une disposition similaire de la loi du 4 septembre 1908, qui n'avait pas donné lieu à difficultés.

Le comité permanent estime qu'il y a lieu d'imposer au saisissant la poursuite dans un délai déterminé, afin de limiter la durée de l'incertitude sur le sort de la saisie, qui dépend de celui de l'action au principal.

Le juge devra, dans certains cas, impartir de longs délais pour ne pas obliger les parties à des frais frustratoires.

Quelle utilité y aurait il, en effet, à obliger un bailleur qui a saisi les meubles de son locataire et qui s'estime suffisamment garanti par cette mesure, d'exercer des poursuites contre ce dernier qui lui a promis le règlement par acomptes ?

Le comité permanent ne se dissimule pas que la suppression du délai de validité de la saisie aura pour effet de perpétuer les saisies dans le cas où les parties ne font, après l'assignation, aucune diligence pour faire statuer sur le fond.

L'obligation pour le saisissant d'assigner au principal et la possibilité ainsi offerte au saisi de faire vider le litige, ne font aucun préjudice au droit de ce dernier de demander la rétractation de l'autorisation de saisir au magistrat qui l'a accordée, ni de demander au juge du fond la mainlevée de la saisie en cas d'inaction du saisissant.

\* \* \*

L'article 825 met fin à l'abus des oppositions irrégulières, qu'elles soient faites par acte d'huissier ou par lettre missive. L'article commine la nullité de plein droit de toute opposition faite par un créancier sans titre authentique ou autorisation de justice.

L'article ne concerne pas les oppositions ou défenses faites par un prétendu propriétaire, actes qui ne sont soumis à aucune formalité.

Le second alinéa de l'article, qui prévoit la responsabilité solidaire de ceux qui pratiquent une opposition irrégulière, requérant et huissier, n'est que l'application d'une règle de droit commun.

\* \* \*

L'article 546 règle, comme dit ci-dessus, les formalités que les experts et séquestres doivent observer en cas d'opposition à l'ouverture des portes et lorsqu'il y a lieu à saisie de papiers.

. . .

L'article 553 règle les formes du cantonnement. Dans l'organisation proposée, le cantonnement est un droit pour tout débiteur sur qui une saisie conservatoire est pratiquée. C'est ainsi que le débiteur, dont le navire ou le bateau est saisi à titre conservatoire, peut le libérer de la saisie, en versant une somme suffisante à la Caisse de consignations.

Le débiteur peut user de ce droit sans recourir à une autorisation de justice, comme il doit le faire en France.

Le débiteur qui veut libérer les choses ou fonds saisis, verse à la Caisse des consignations ou aux mains d'un séquestre agréé par le saisissant ou commis par justice, une somme suffisante pour répondre des causes de la saisie en principal, intérêts et frais. Il stipule, lors de la consignation, que cette somme est affectée spécialement à l'extinction de la créance du saisissant, qu'elle sera acquise au saisissant dans la mesure où il sera reconnu créancier.

Si la saisie conservatoire est pratiquée entre les mains d'un tiers, ce tiers devra vider ses mains entre celles du saisi, dès que ce dernier lui aura justifié le versement d'une somme suffisante avec affectation spéciale.

Le second alinéa de l'article 553 prévoit le cas où le saisi ne dispose pas de fonds nécessaires au cantonnement et l'autorise, si la saisie porte sur choses disponibles, à faire le versement au moyen des fonds saisis ou au moyen de fonds provenant de la réalisation des choses saisies. Le tiers saisi est, le cas échéant, tenu de faire le versement au moyen de tout ou partie des fonds saisis.

Le saisi peut contraindre le tiers saisi à consigner des fonds supérieurs aux causes de la saisie, mais il ne peut obliger le tiers à lui verser ce qui excède les causes de la saisie qu'en justifiant d'un versement suffisant.

Si la saisie porte sur d'autres choses que des fonds, le saisi peut les vendre et, le cas échéant, contraindre le tiers saisi à les laisser vendre pour faire le versement. Les formes de la vente sont, à défaut d'accord entre le saisissant et le saisi, déterminées par justice.

L'article 553 ne prévoit l'intervention du juge qu'en cas de contestation. Cette intervention se produira, qu'il y ait contestation sur le choix du séquestre, sur le montant de la consignation, sur la libération de ce qui excède les causes de la saisie, sur la réalisation des choses saisies en vue de la consignation, ou sur quelque autre question.

Le juge compétent pour statuer sur les contestations auxquelles donne lieu le cantonnement, est toujours le magistrat compétent pour autoriser la saisie conservatoire aux termes des alinéas 1 et 3 de l'article 819. Ce magistrat n'est pas nécessairement celui qui a autorisé la saisie. C'est ainsi que le juge de paix qui autorise une saisie à raison de l'urgence dans le cas prévu par le second alinéa de l'article 820, ne peut statuer sur les difficultés en matière de cantonnement que s'il était compétent pour autoriser la saisie en vertu du premier alinéa de cet article.

Le magistrat compétent règle le mode et les conditions de la vente des choses saisies. Il veille à ce que la vente ne diminue pas le gage du créancier et que les fonds qui en proviennent soient consignés à due concurrence.

L'article 553 dispose que le versement avec affectation spéciale a l'extinction

des causes de la saisie sous condition que le saisi serait reconnu débiteur, vaut paiement.

Ce texte demande quelques explications :

Le cantonnement de la saisie consiste dans l'établissement de ces deux dispositions, en contrepoids l'une de l'autre :

1° limitation de la saisie à ce qui convient pour assurer éventuellement le paiement de la créance du saisissant.

2° affectation au paiement de la créance du saisissant de certaine somme qui sera déposée à la caisse des dépôts et consignations ou aux mains d'un séquestre.

Pour exprimer cette affectation, la loi française du 17 juillet 1907 porte que privilège exclusif sera attribué au saisissant, sur les espèces consignées. C'est intentionnellement que le projet n'a pas repris cette formule. En effet, l'on a prévu le cas où le débiteur saisi serait déclaré en faillite et où la consignation faite pour lui procurer mainlevée de la saisie ne serait pas antérieure de plus de dix jours à la date fixée pour la cessation de paiements. Dans cette hypothèse, et si, à l'instar de la loi française, l'on donnait à la consignation faite en exécution de l'article 553 le caractère d'un gage, ce gage eût été de ceux que la lettre de l'article 445 de la loi sur les faillites déclare nuls de plein droit. Certes, cette annulation du gage eût été contraire au principe de cet article 445 : il a été édicté uniquement pour anéantir les actes par lesquels le failli constitue un avantage unilatéral à l'un de ses créanciers. Dans le cas où, grâce à l'institution du cantonnement, le débiteur saisi obtient du saisissant la libération de la somme saisie-arrêtée, et l'obtient moyennant consignation d'une somme (toujours moindre) qui sera affectée au paiement de la créance du saisissant, il est évident que le débiteur ne procure pas un avantage unilatéral au saisissant. Pareille opération, essentiellement commutative, ne devrait donc pas être annulée *ipso jure*, mais seulement quand il y a fraude démontrée au préjudice de la masse.

C'est à quoi le projet a voulu arriver : c'est à quoi il pense être arrivé par une voie très aisée. Il dispose que le versement ou la consignation de fonds en vue des cantonnements vaut paiement des causes de la saisie. Parce que cette consignation réalise ainsi non une opération de nantissement, mais un paiement, l'article 445 ne pourra trouver à s'y appliquer. En revanche, de même que les autres paiements en espèces qui auraient pu être effectués par le failli pendant la période suspecte, la consignation devra être annulée au regard de la masse par application de l'article 448, si elle a été faite en fraude des droits des créanciers, et elle pourra l'être par application de l'article 446, si, au moment de la consignation, celui qui en a été le bénéficiaire avait connaissance de la cessation des paiements.

L'expression « dans la mesure où le saisi se reconnaît ou est reconnu débiteur » a été préférée à celle « où la saisie est justifiée », pour dissocier la validité du cantonnement de celle de la saisie. Le paiement sous condition suspensive que comporte la consignation avec affectation spéciale vaut à due concurrence, alors que la saisie serait nulle, s'il est établi que le saisissant est créancier du saisi.

\* \*

L'article 554 règle le cantonnement en matière de saisie à titre exécutoire et limite à deux les cas où le saisi peut recourir au cantonnement : 1° au cas de

surséance ordonnée aux poursuites ; 2° au cas de jugement frappé d'appel ou d'opposition, pour autant que la décision n'exclue pas le cantonnement.

Le mot jugement est pris dans son acception la plus large de décision judiciaire portant condamnation.

Il n'importe, au point de vue du présent article, que le jugement en vertu duquel la saisie a été pratiquée fût ou non signifié et expédié lors de la saisie, qu'il soit ou non exécutoire par provision, qu'il ait été frappé d'opposition ou d'appel avant ou après la saisie. Ces circonstances, qui intéressent la validité des saisies à titre conservatoire et qui ont donné lieu à controverses à cet égard, sont indifférentes au point de vue du droit de cantonnement. Aussi longtemps que subsiste la saisie pratiquée à titre exécutoire en vertu d'un jugement, aussi longtemps que cette saisie n'a été ni validée ni levée, le saisi peut faire le cantonnement.

Les conditions auxquelles la libération de ce qui excède les causes de la saisie peut être obtenue sont les mêmes qu'en matière de saisie conservatoire. L'article 554 se borne à cet égard à renvoyer à l'article 553. Les conditions visées par ce renvoi comprennent la règle de compétence insérée à la fin de l'article 553.

Les contestations auxquelles le cantonnement donne lieu seront donc jugées par le magistrat qui eût été compétent pour autoriser, à raison de la même créance, une saisie conservatoire sur des choses sur lesquelles porte la saisie à titre exécutoire.

\* \* \*

L'article 3 abroge les articles que l'organisation de la saisie conservatoire rend inutiles. L'abrogation de l'article 63 de la loi du 10 juillet 1877 ne supprime pas le droit de saisir conservatoirement que cet article confère, contre les tireurs, accepteurs et endosseurs, au porteur d'une lettre de change protestée faute de paiement ; désormais le porteur pourra, en qualité de créancier, saisir conservatoirement les tireurs, accepteurs et endosseurs par application de l'article 819. Cet article permet pareillement de faire pratiquer les saisies qui s'exerçaient en vertu de l'article premier de la loi du 5 octobre 1833, 417 et 558 du code de procédure civile. Le bailleur ne pourra plus saisir-gager, non plus que le créancier saisir-arrêter ni pratiquer une saisie foraine en vertu d'une permission du juge ; mais le bailleur et le créancier pourront pratiquer une saisie conservatoire aux mêmes fins.

L'abrogation des dispositions des articles 557 et 559 relatives à la saisie arrêt en vertu de titres privés, comme de celles de l'article 819 actuel en matière de saisie-gagerie, met fin aux abus résultant de saisies pratiquées en vertu de titres ou jugements non exécutoires et aux controverses auxquelles ces termes donnent lieu.

\* .

La loi ne modifie en rien la législation en matière de saisies exécutoires, notamment en matière de saisie-arrêt en vertu d'un titre exécutoire.

\* .

L'article IV rend applicable aux procédures en cours la faculté de cantonnement prévue par les articles 553 et 554, 1°.

Les principes imposent que les articles 553 et 554, 1<sup>o</sup> s'appliquent aux saisies conservatoires et aux saisies à titre exécutoire en cas de surséance, qui ont été pratiquées avant la mise en vigueur de la législation nouvelle. En effet, loin de porter atteinte aux droits acquis du saisissant, le cantonnement est de nature à les consolider en affectant au payement des causes de la saisie les fonds qui seraient consignés.

Etait-il même bien nécessaire d'écrire l'article IV pour formuler une règle d'application aussi bien justifiée? Le comité permanent ne l'a proposé que parce que sur ce point une controverse avait surgi en France immédiatement après la loi du 17 juillet 1907 et qu'il a paru utile de la prévenir.



(16)



# Kamer der Volksvertegenwoordigers.

---

VERGADERING VAN 8 MAART 1928.

---

## Wetsontwerp

betreffende het Conservatoir beslag en de gedwongen tenuitvoerlegging.

---

## MEMORIE VAN TOELICHTING.

---

MIJNE HEEREN,

De Regeering heeft de eer U een wetsontwerp betreffende het Conservatoir beslag en de gedwongen tenuitvoerlegging ter bespreking voor te leggen.

Een wetsvoorstel dat op 9 Juni 1927 (n<sup>o</sup> 233) in de Kamer der Volksvertegenwoordigers ter tafel werd gelegd, beoogde een hervorming van de rechtspleging op verzoekschrift en inzake beslag.

Het Raadgevend Comité van den Raad voor Wetgeving, dat ik dien aangaande geraadpleegd heb, heeft den tekst van dit ontwerp opgemaakt, benevens dien van het ontwerp betreffende de bevoegdheden van de voorzitters der rechtbanken dat ik heden ook ter tafel leg. Samen behandelen die beide ontwerpen de stof van het wetsvoorstel van 9 Juni 1927.

Bijgaande theoretische verhandeling van het Raadgevend Comité geldt als commentaar en rechtvaardiging van dit wetsontwerp.

*De Minister van Justitie,*

P.-E. JANSON.

---

## NOTA

## van het Raadgevend Comité van den Raad voor Wetgeving

« Beslag wordt genoemd alle rechtshandelingen, die beoogen de goederen in » bewaarderhand te stellen. Het leidt niet noodzakelijk tot den verkoop, maar het » is steeds de toepassing van het principe van artikel 2092 van het Burgerlijk » Wetboek, te weten dat al de goederen van den schuldenaar het pand zijn van » den schuldeischer. Men kan inderdaad twee soorten van inbeslagneming » onderscheiden : de eene zijn middelen tot gedwongen tenuitvoerlegging ; in die » beteekenis strekken zij en leiden zij — indien de schuldenaar ze door tijdige » betaling niet stuit — tot den verkoop van diens goederen en de verdeeling van » de opbrengst van dien verkoop onder de schuldeischers ; de andere zijn slechts » inbeslagnemingen tot bewaring of bij voorzorgsmaatregel, die de in beslag » genomen goederen enkel in bewaarderhand stellen. ten einde den schuldenaar » te beletten er ten nadeele van zijn schuldeischer over te beschikken. Het execu- » toriaal beslag, het beslag op vruchten te veld, het beslag op onroerende goede- » ren en het beslag op renten, behooren onder de eerste categorie ; het pand- » beslag, het revendicatoir beslag, het conservatoir en het forain-beslag onder de » tweede. Het beslag onder derden behoort tot beide categorieën ». (CAR- » SONNET et César BRU, *Traité de Procédure*, 3<sup>e</sup> uitgave, deel IV, n° 37.)

Het wetsontwerp beoogt de volledige herinrichting van de inbeslagnemingen en conservatoiren titel, verruimt het gebied waarop het conservatoir beslag, dat alleen in handelszaken bestaat, toepassing vindt, en stelt dit beslag in de plaats van al de andere inbeslagnemingen ten conservatoiren titel, met uitzondering van het revendicatoir beslag. Die vervanging strekt zich uit tot het beslag onder derden, wanneer dit ten conservatoiren titel geschiedt. Bij het ontwerp wordt het recht om beslag onder derden te doen ten bewarenden titel, afgeschaft en slechts als middel tot tenuitvoerlegging het beslag onder derden bestaan.

Het ontwerp raakt niet aan den vorm van de executoriale inbeslagnemingen, evenmin bijgevolg als aan dien van het arrest onder derden dat voortaan een middel tot tenuitvoerlegging geworden is.

\* \* \*

Het ontwerp wil verscheidene doeleinden bereiken :

1° De mogelijkheid scheppen van het conservatoir beslag om redenen van burgerlijken aard, terwijl het nu slechts wegens handelszaken voorzien is.

2° Het gebied van de inbeslagnemingen ten bewarenden titel ontlasten van de moeilijkheden, die voortspruiten hetzij uit de menigvuldigheid van die inbeslagnemingen, hetzij uit de betwistingen, waartoe zij aanleiding geven.

3° Een einde maken aan de misbruiken die voortspruiten uit de inbeslagnemingen onder derden en de pandbeslagen gedaan zonder executorialen titel, noch rechterlijk verlot.

4° In België de bevoegdheid invoeren die in Frankrijk onder den naam « cantonnement » bekend is, en die den beslagene in de gelegenheid stelt vrij te maken wat de oorzaken van het beslag overschrijdt, mits consignatie van een voldoende bedrag.

5<sup>o</sup> Sommige moeilijkheden betreffende het onderzoek door deskundigen en de sequesters regelen.

\*  
\* \*

Het nut van het conservatoir beslag om reden van burgerlijke zaken wordt door niemand betwist.

Sedert lang wordt gevraagd dat in de wetgeving een bepaling zou worden ingevoerd waarbij het conservatoir beslag voor een burgerlijke schuld wordt toegelaten.

Het verslag dat, op 24 April 1908, door den heer Segers, in naam van de Commissie belast met het onderzoek op het wetsontwerp op de inbeslagneming en op het opbod bij vrijwillige vervreemding van zee en binnenschepen, in de Kamer der Volksvertegenwoordigers, werd ter tafel gelegd, drukte zich uit als volgt : « Het kenmerk van het wetsontwerp is dit : het conservatoir beslag, dat tot hiertoe uitsluitend de waarborg bleef voor de vorderingen van commerciëlen aard, wordt eveneens van toepassing gemaakt op burgerrechtelijke vorderingen.

De nieuwe bepaling is doelmatig want te vergeefs vraagt men zich af wat toch, met het oog op de waarborgen van de schuldeischers, het onderscheid kon wet-tigen tusschen een burgerrechtelijke vordering en een vordering van commercieëlen aard. Het is waarlijk jammer dat de enge grenzen dezer wet ons noodzaken, de eenmaking te beperken tot de zee- en binnenschepen en ons beletten het conservatoir beslag wegens burgerrechtelijke vorderingen toe te laten voor alle roerende goederen zonder onderscheid. Doch beter iets dan niets ; zoo verheugen wij ons reeds over dezen eersten stap op den weg der gewenschte hervormingen ».

(*Bescheiden.* Kamer der Volksvertegenwoordigers. Zitting 1907-1908, blz. 835.)

Het wetsontwerp verwezenlijkt de in 1907 door de Commissie van de Kamer der Volksvertegenwoordigers gevraagde hervorming. Bij het ontwerp wordt het recht om beslag te leggen om reden van burgerlijke zaken uitgebreid tot al de roerende goederen van den schuldenaar, evenals de wet van 4 September 1908 het deed voor de zeeschepen en binnenschepen.

Bij het ontwerp wordt het beslag op alle roerende, zoo lichamelijke en onlichamelijke goederen toegelaten, evenals dat op wortelvaste vruchten, al zijn deze onroerende goederen.

Waar het ontwerp het beslag op onlichamelijke goederen voorziet, laat het zich leiden door de Fransche rechtsleer en rechtspraak, waarop men zich wel, bij gebrek aan Belgische rechtsleer en rechtspraak, moet beroepen. In de Fransche rechtsleer en rechtspraak, is het recht om ten bewarenden titel de onlichamelijke goederen in beslag te nemen, niet ernstig betwist geworden. (Garsonnet en Cesar Bru, 3<sup>e</sup> uitgave, deel III, n<sup>o</sup> 379).

\*  
\* \*

In den tegenwoordigen stand van de wetgeving, bestaan er vier soorten van inbeslagnemingen ten bewarenden titel : 1<sup>o</sup> het pandbeslag, voorzien bij de artt. 819 en volgende van het Wetboek van Burgerlijke Rechtsvordering ; 2<sup>o</sup> het forain-beslag, geregeld bij de artt. 822 en volgende ; 3<sup>o</sup> het beslag onder derden, voorzien bij de artt. 537 en volgende ; 4<sup>o</sup> het conservatoir beslag in handelszaken voorzien bij artikel 417, artikel 63 van de wet van 10 Juli 1877, op den

wisselbrief en de wet van 4 September 1908 op de inbeslagneming van schepen. Het revindicatoir-beslag, in het geval voorzien bij artikel 819, lid 2, zou eveneens dienen meegerekend als beslag ten bewarenden titel, indien men, volgens zekere rechtsleer en rechtspraak, beschouwt dat het revindicatoir-beslag, in die onderstelling den verhuurder open staat.

Die menigvuldigheid van inbeslagnemingen ten bewarenden titel is een bron van onontwarbare moeilijkheden, die onder meer voortspruiten uit de onzekerheid over den aard van de gedane inbeslagneming, in geval de verhuurder de roerende goederen, die het gehuurde goed stoffeeren verplaatst, of uit de keuze van het beslag dat dient gedaan om de roerende goederen van den schuldenaar, die zich in handen van derden bevinden, in beslag te nemen.

De verscheidenheid van de regelen van het pandbeslag en van het revindicatoir-beslag in het eerste geval, van die van het conservatoir-beslag en het beslag onder derden in het tweede, is oorzaak dat die onzekerheid, in de practijk, de ernstigste nadeelen oplevert.

De menigvuldigheid van de rechtshandelingen tot beslag ten bewarenden titel is slechts uit te leggen door historische beschouwingen. Zij is logischerwijze niet te rechtvaardigen en beantwoordt niet meer aan de tegenwoordige maatschappelijke vereischten.

Al de inbeslagnemingen ten bewarenden titel hebben hetzelfde doel : de roerende goederen, die het pand vormen van den schuldeischer, in bewaarderhand te stellen, totdat de rechtbank over de onderscheidenlijke eischen van partijen uitspraak heeft gedaan.

De vervanging van de bestaande inbeslagnemingen, door het conservatoir beslag, zal bedoelde moeilijkheden doen verdwijnen.

Voortaan zal er bij wijze van conservatoir beslag dienen gehandeld, welke ook de aard der in beslag te nemen roerende goederen zij, in welke handen ook de goederen zich bevinden. De verhuurder zal de roerende goederen op dewelke hij een voorrecht heeft, conservatoir kunnen in beslag nemen, hetzij die goederen al dan niet verplaatst werden, mits, in dit laatste geval, het beslag geschiede binnen de bij artikel 20/1<sup>o</sup> van de wet van 16 December 1851 voorziene termijnen.

Evenzoo zal de schuldeischer conservatoir beslag kunnen leggen op de goederen van zijn schuldenaar in welke handen ook die roerende goederen zich bevinden. De schuldeischer zal niet meer te onderzoeken hebben of hij zijn toevlucht moet nemen tot forain-beslag, het beslag onder derden of het commercieel conservatoir beslag.

De vervanging van het conservatoir beslag door het beslag onder derden, wanneer dit laatste niet geschiedt op grond van een executorialen titel, zal de betwistingen omtrent den aard van het beslag onder derden doen verdwijnen.

Het beslag onder derden zal voortaan uitsluitend een executoriale maatregel zijn en aldus zullen onbetwisbaar daarvoor al de regelen gelden waaraan de executoriale maatregelen onderworpen zijn.

Alleen de personen bekwaam om een tenuitvoerleggingsverrichting te doen, zullen door middel van beslag onder derden kunnen handelen. De in artikel 551 voorgeschreven regelen, waarvan betwist wordt of zij in zake beslag onder derden toepasselijk zijn uit hoofde van het gemengd karakter, dat het beslag onder derden thans heeft, zullen voortaan steeds toepasselijk zijn, daar het beslag onder derden steeds een executorialen maatregel zal zijn.

Het wetsontwerp maakt een einde aan de voornaamste betwistingen, waartoe de door het conservatoir beslag vervangen inbeslagnemingen aanleiding gaven. Behalve aan de betwistingen omtrent den aard van het uit kracht van artikel 819 gedane beslag en omtrent dien van het beslag onder derden maakt het ontwerp onder meer ook een einde aan de betwisting omtrent de vraag te weten of de schuldvordering waarvoor conservatoir beslag kan gelegd worden, bepaald en vereffenbaar is, alsmede aan die, omtrent de vraag te weten : wat dient verstaan door onderhandsche titels in artikel 557, door vervallen huurprijzen en pachten in artikel 819, door forain in artikel 822.

\*  
\* \*

Het recht om pandbeslag en beslag onder derden te leggen zonder executorialen titel, dat bij de bestaande wetgeving voorzien wordt, geeft aanleiding tot misbruiken, waaraan noodzakelijk een einde dient gemaakt.

Alzoo in zake pandbeslag leggen sommige verhuurders een pandbeslag zoo-haast er vertraging is in de betaling van een vervallen huurtermijn en veroorzaken aldus aan den huurder nuttelooze kosten wanneer deze laatste solvent is.

De beslagen onder derden op grond van onderhandsche titels komen daarentegen uiterst zelden voor, omdat de partijen in het bezit van onderhandsche titels over het algemeen verkiezen door een bevelschrift van den voorzitter gedekt te worden. Beslag onder derden krachtens onderhandsche titels wordt maar door partijen gedaan, wanneer de voorzitter hun verlof geweigerd heeft uit hoofde van het bestaan van den titel. De beperking van de bevoegdheid om verlof te geven tot beslag onder derden wanneer er geen titel is, levert groote nadeelen op. Het komt meermalen voor dat een schuldeischer verplicht is van dit beslag af te zien wegens de te hooge registratiekosten van de onderhandsche titels.

In die zaak meer dan in welke andere ook, zijn de hooge gerechtskosten een belètsel voor de meest gewettigde vervolgingen en zijn dus een ware maatschappelijke kwaal.

De bevoegdheid om krachtens een onderhandschen titel beslag te doen gaat trouwens het algemeen recht te buiten : De conservatoire maatregelen kunnen over het algemeen slechts getroffen worden krachtens een verlof van den rechter. Alleen de beslagen onder derden en de pandbeslagen maken uitzondering op dien regel. De maatschappelijke en politieke toestanden, die onder het Oud Regiem die afwijkingen aanneembaar hebben gemaakt en die ze hebben doen handhaven in het Wetboek van Burgerlijke Rechtsvordering, niettegenstaande het protest van sommige hoven, zijn grootelijks veranderd. Zijn de rechten van den schuldenaar door de stellers van het Wetboek opgecofferd geworden aan de rechten van den schuldeischer, toen de leidende klasse juist die van de bezitters van goederen was, dan is het heden niet meer aan te nemen dat het thans nog zoo zij, terwijl toch algemeen aangenomen wordt dat de rechten van den arme evenzoo eerbiedwaardig zijn dan die van den rijke.

Het afschaffen van het recht om beslag te doen krachtens een onderhandschen titel, beantwoordt aan een maatschappelijke noodzakelijkheid.

\*  
\* \*

Het invoeren in onze wetgeving van de mogelijkheid voor den beslagene om de gevolgen van het beslag te beperken tot het bedrag der oorzaken van het beslag,

zonder de waarborgen te verminderen, waarop de beslaglegger rechtmatig aanspraak maken kan, is te algemeen aangenomen om er verder over uit te weiden.

De tekst, die voorgesteld is om in de plaats te komen van het door de heeren Pouillet en consorten gedane voorstel, wijkt van dit laatste slechts af, wat betreft de inrichting van die beperking, in Frankrijk « cantonnement » geheeten:

Het voorstel van de heeren Pouillet en consorten voorzagt een inrichting van het « cantonnement » naar die van de Fransche wet van 17 Juli 1907, die het recht om te cantonneren afhankelijk stelt van een rechterlijk verlof.

Het ontwerp van het Bestendig Comité, schenkt daarentegen het recht van cantonnement aan den beslagen schuldenaar, die het zonder verlof kan uitoefenen. De tusschenkomst van het gerecht is alleen in het geval van betwisting omtrent de uitoefening van het recht op cantonnement voorzien.

Van den anderen kant voorziet het ontwerp evenals het voorstel ingediend door de heeren Pouillet en consorten het cantonnement voor al de burgerlijke en commerciële beslagen ten bewarenden titel, met inbegrip van die op zee- en binnenschepen.

Zij beperkt niet, zooals de Fransche wet, het cantonnement tot het beslag onder derden alleen. Het voorontwerp voorziet daarenboven het recht op cantonnement in zake executoriaal beslag, in twee gevallen, die beperkenderwijze aangeduid worden : 1° Wanneer de schorsing van de vervolgingen bevolen is geworden ; 2° Wanneer het beslag gedaan wordt krachtens een vonnis, waarvan de voorloopige tenuitvoerlegging uit kracht van het tweede lid van artikel 135 bevolen is geworden.

Het cantonnement schept geen enkel voorrecht ten voordeele van den beslaglegger. Dat had de heer Pouillet reeds doen uitkomen in de Memorie van Toelichting van het voorstel dat hij ingediend heeft. Het cantonnement beperkt zich hierbij dat het geconsigneerde bedrag, zonder de toestemming van den beslaglegger inzonderheid kan bestemd worden tot het delgen der oorzaken van het beslag en het vrijmaken van wat die oorzaken te boven gaat, verrichtingen die thans slechts met de toestemming van den beslaglegger kunnen gedaan worden.

Het cantonnement geeft aan den beslagene een wapen in de hand tegen den beslaglegger, die zonder wettige gronden, weigert wat de oorzaken van het beslag overtreft vrij te maken, wanneer de beslagene aanbiedt een voldoende bedrag tot delging der schuldvordering aan te wenden.

Verre van ten behoeve van den beslaglegger een uitbreiding te zijn van zijn rechten door het in het leven roepen van een nieuw voorrecht ten nadeele van andere schuldeischers, doet het recht op cantonnement toegevingen aan den beslagene en beperkt de rechten van den beslaglegger door hem de mogelijkheid te ontnemen den beslagene tot betaling te dwingen door het vastleggen van al zijn beschikbare gelden.

Het cantonnement dat, trouwens, voor den beslagene altijd facultatief blijft, verbetert den toestand van dien laatste met hem de beschikking terug te geven over wat de oorzaken van het beslag te boven gaat en met hem eventueel, te onttrekken aan het gevaar van insolventie van den beslagene derde.

Het cantonnement verbetert den toestand van den beslaglegger daar het de betaling verzekert van datgene waarvan hij schuldenaar zou erkend zijn. De eenige beperking door het cantonnement aan de rechten van den beslaglegger gesteld, is een beperking van de mogelijkheid om van zijn rechten misbruik te maken.

Het cantonnement doet geenerlei afbreuk aan de rechten van de niet beslag-

leggende schuldeischers, in dien zin, dat het noch aan beslagene noch aan beslaglegger toelaat een verrichting te doen, die zij thans reeds niet mogen doen.

Het beslag maakt de bedragen waarop beslag is gelegd slechts ten opzichte van den beslaglegger onbeschikbaar, zoodat de beslagene, in overleg met dezen laatste er een gedeelte van kan besteden tot delging van de schuldvordering van den beslaglegger door een voldoende bedrag te consigneeeren en het te bestemmen tot betaling van die schuldvordering onder de schorsende voorwaarde van de schuldvordering te doen blijken.

« De beslagene daagt den beslaglegger voor de rechtbank, of in meer gevallen voor den rechter in kort geding, en vraagt vergunning om uit de handen van den beslagen derde te ontvangen wat de oorzaken van het beslag te boven gaat, terwijl hij het overige op den beslaglegger overdraagt met bijzondere bestemming tot zekerheid van zijn schuldvordering.

Hij concludeert dat het aldus overgedragen bedrag gestort worde in de Consignatiekas of in handen gesteld worde van een sequester, tenzij het geconsigneerd blijve in handen van den beslagen derde zelf.

In geval op dat verzoek ingegaan wordt ontstaat er tusschen partijen een gerechtelijke overeenkomst en de beslaglegger heeft de mededinging niet meer te duchten van de schuldeischers die later verzet zouden doen tegen de afgifte van de in voorraad gehouden gelden. De nieuwe verzet indieners, die het recht niet zouden gehad hebben kritiek uit te brengen tegen de betalingen door den beslagen derde vóór hun verzet gedaan, zijn niet gemachtigd een consignatie, gedaan om een betaling te vervangen, te bestrijden. Maar, om daartoe te komen, is het onontbeerlijk dat beslaglegger en beslagene het eens zijn; de rechters moeten alleen dat akkoord vaststellen en uitspreken. Dan staat men tegenover een volmaakte overdracht, afhankelijk van de schorsende voorwaarde dat de rechten vanden beslaglegger later zullen erkend worden; in sommige gevallen zal de overeenkomst een waar onderpand zijn. Het vonnis zal aan den beslagen derde moeten beteekend worden vóór het opkomen van nieuw verzet, tenzij de derde, in het hangende geding tusschen den beslaglegger en den beslagene betrokken, verklaard hebbe de getroffen regeling bij te treden ». (Lourquin, Code de la saisie-arrest, n<sup>o</sup> 307.)

Het bestendig comitee heeft het recht van cantonnement aangenomen voor al de conservatoire beslagen, met inbegrip van die op zee- en binnenschepen, en heeft het zelfs bij uitzondering in twee gevallen aangenomen, inzake beslag ten executorialen titel.

Het cantonnement, het is te zeggen het recht van betaling, onder schorsende voorwaarde, waarvoor de geconsigneerde gelden, uit het bezit van den beslagen schuldenaar verwijderd wordt, zonder dat zij overgaan in het bezit van den beslaglegenden schuldeischer, kan nuttig zijn in de vele gevallen, waarin een betwisting aangaande den executorialen titel, den beslagene blootstelt gedurende heel den soms langen duur van het geding, waartoe de betwisting aanleiding geeft, beroofd te blijven van de beschikking over al de in beslag genomen zaken, zelfs wanneer hun waarde de oorzaken van het beslag te boven gaat, den beslaglegger blootstelt aan den samenloop van nieuwe beslagen en hen beiden, beslagene en beslaglegger, blootstelt aan het gevaar van insolventie van den beslagen derde.

Het ontwerp voorziet dus voor den beslagene de mogelijkheid zijn toevlucht te nemen tot het cantonnement, wanneer de schorsing van de vervolgingen, krachtens een executorialen titel ingesteld, gelast is geworden. De beslagene kan maar van het cantonnementsrecht gebruik maken, wanneer een executoriale gerechtelijke beslissing de schorsing bevolen heeft en slechts tijdens den duur

van de schorsing. Moest de beslagene een voldoende bedrag consigneeën nadat de termijn van schorsing verstreken is, dan zou hij het overige van de in beslag genomen zaken niet vrij maken.

Het Bestendig Comité is van oordeel dat eveneens de consignatie met bijzondere bestemming dient toegelaten in het geval, waarin het beslag ten executoriale titel gedaan wordt uit kracht van een vonnis, waarvan beroep viel of waartegen verzet gedaan werd, indien de rechter het niet anders bevolen heeft.

Een vonnis, zelfs als er van beroep viel of daartegen verzet gedaan werd, laat toe over te gaan tot die wijze van ten uitvoerlegging, die een executoriaal beslag is, wanneer het vonnis bij voorraad uitvoerbaar is.

Het bleek gepast het cantonnementsrecht aan den beslagene toe te slaan wanneer de titel, krachtens welken het beslag geschiedt, vatbaar is voor herziening en waar soms heel het bezit van den beslagene vastgelegd is, terwijl op beroep of verzet zal erkend worden dat hij geen schuldenaar is.

Er zijn nochtans gevallen waarin het verzet en het beroep, klaarblijkend vertragingsmiddelen zijn om zich te onttrekken aan de tenuitvoerlegging van verplichtingen die niet ernstig betwist worden.

In die uitzonderingsgevallen, diende voor den rechter de mogelijkheid voorzien om het cantonnementsrecht uit te sluiten, ten einde aan den bij voorraad, veroordeelden schuldenaar de mogelijkheid te ontnemen, om door een consignatie het oogenblik te vertragen waarop de schuldeischer in het bezit zal komen van wat hem verschuldigd is.

De rechter zal noodzakelijkerwijze het recht van consignatie uitsluiten in zake uitkeering tot levensonderhoud en in de gevallen voorzien bij het 1<sup>o</sup> lid van artikel 135, dat overigens slechts uiterst zeldzaam toegepast wordt.

\* \* \*

De tenuitvoerlegging van de vonnissen en bevelschriften, waarbij constateeringen, onderzoekingen door deskundigen, of sequesters gelast worden, stuit dikwijls op moeilijkheden, wanneer de deurwaarders, deskundigen of sequesters in bewoonde plaatsen moeten binnendringen of bezit nemen van zaken, in handen van een partij of een derde, die zich tegen de tenuitvoerlegging verzet. De wet schrijft hun den te volgen weg niet voor om tot de volvoering van hun opdracht te komen.

De voorgestelde bepalingen hebben ten doel die leemte aan te vullen.

Wanneer de deurwaarders, deskundigen of sequesters op verzet stuiten bij het openen der deuren dient er een onderscheid gemaakt : werden zij bij een rechterlijke beslissing benoemd op tegenspraak of niet, bij dewelke de verzetindiener opgeroepen is geworden, dan mogen zij den sterken arm inroepen, zooals dat inzake executoriaal beslag voorzien is. Werden zij aangesteld bij een beslissing, waarbij de verzetindiener niet geroepen werd, dan moeten zij handelen zooals bij het revindicatoir beslag : een wacht aan de deuren plaatsen en den persoon die in verzet komt in kort geding dagen om over het verzet uitspraak te doen. Nooit zal aldus in een plaats mogen binnengedrongen worden, zonder dat hij die deze bewoont in een debat op tegenspraak zijn rechten hebbe kunnen doen gelden. De bepaling doelt nochtans alleen op het geval van weigering om de deuren te openen en niet het geval waarin de deuren gesloten bevonden worden en de bewoner afwezig is. In dit laatste geval, wordt er altijd gehandeld zooals



inzake executoriaal-beslag en er is nooit aanleiding tot kort geding. Die oplossing komt overeen met de rechtspraak inzake revindicatoir-beslag.

(Brussel, 11 April 1864. *Pas.* 1864, II, 365.)

Ingeval een deskundige of een sequester papieren onder zich neemt dan dienen, naar het ontwerp voorschrijft, de regelen gevolgd die van toepassing zijn bij executoriaal beslag.

De deskundige noch de sequester, evenmin als de deurwaarder, hebben het recht om kennis te nemen van de *huiselijke* papieren van den persoon bij wien zij verrichtingen komen doen. In geval van betwisting aan den kant van den houder van de papieren, wordt uitspraak gedaan in kort geding. De verzegeling geschiedt alleen ingeval de houder van de papieren afwezig is. De zegels worden, op straf van nietigheid gelegd door personen die bevoegd zijn om de buiten- en binnendeuren en de meubelen met den sterken arm te doen openen. Het zegel wordt, ingeval van betwisting, niet opgeheven dan na kort geding.

Het ontwerp heeft, voor de regeling van het conservatoir beslag, over het algemeen de bij de wet van 4 September 1908 gestelde regelen gevolgd die in de toepassing feitelijk geen moeilijkheden hebben opgeleverd.

\*  
\* \* \*

Artikel 819 bepaalt dat geen beslag kan worden gelegd dan in spoedeisende gevallen, indien de schuldenaar insolvent is en er gevaar bestaat dat hij zijn roerende zaken zou doen verdwijnen. Het is de rechter die moet oordeelen of het geval spoed eischt en van zijn bevelschrift wordt geen hoger beroep toegelaten.

Aan elken schuldeischer wordt het recht verleend om de inbeslaglegging te vorderen, welke ook de titel van zijn schuldvordering zij.

Het beslag geldt voor de roerende zaken die het pand van den schuldeischer uitmaken, hetzij deze goederen aan den schuldeischer toebehooren, hetzij zij bij een bijzonder voorrecht zijn bestemd voor de betaling van de schuldvordering. Elke roerende zaak die deel uitmaakt van het pand van een schuldenaar, kan te bewarenden titel in beslag worden genomen.

Het beslag geldt voor al de roerende lichamelijke of onlichamelijke zaken, en voor de wortelvaste vruchten, ofschoon deze nog onroerende goederen zijn.

\*  
\* \* \*

Artikel 820 regelt de bevoegdheid van den magistraat die gelast is met het verleenen van het verlot. Het verlot wordt altijd op verzoekschrift verleend.

De bevoegde magistraat is over het algemeen de voorzitter van de rechtbank die bevoegd is om *ratione materiae* kennis te nemen van het geschil over de schuldvordering die door het beslag dient gewaarborgd. Indien de schuldvordering van burgerlijken aard is uit hoofde van den schuldenaar, dan is het de voorzitter van de rechtbank van eersten aanleg die bevoegd is; is de schuldvordering een handelsschuldvordering, dan is het de voorzitter van de rechtbank van koophandel.

Bij uitzondering wordt tot het beslag verlot verleend door den vrederechter. met uitsluiting van den voorzitter van de rechtbank van eersten aanleg, wanneer het beslag moet dienen om een schuldvordering te waarborgen, waarvan de berechting onder het gebied van dien magistraat valt.

Die uitzondering is om zoo te zeggen slechts de herhaling van een regel van bevoegdheid in zake pandbeslag bij artikel 1 der wet van 5 October 1833 inge-

voerd, en waarvan de toepassing tot geen moeilijkheden aanleiding heeft gegeven.

In spoedeisende gevallen, waarin de noodzakelijkheid om zich tot den voorzitter van de rechtbank te wenden met het oog op vergunning om beslag te leggen tegen een persoon die geen vast verblijf in België heeft, den eischer in gevaar zou brengen om het pand te zien verdwijnen vóór dat hij beslag zou kunnen leggen, kan het verlof gegeven worden door den vrederechter. De noodzakelijkheid om zich tot den vrederechter te wenden zal zich bijna nooit voordoen in de agglomeraties waar een rechtbank zetelt en waar, over het algemeen, de mogelijkheid bestaat om zich zonder uitstel tot den voorzitter te wenden.

De bevoegdheid *ratione loci* is derwijze geregeld dat het recht om het verlof te verleen berust bij den voorzitter van de rechtbank of bij den vrederechter binnen wiens rechtsgebied de schuldenaar metterwoon gevestigd is, of indien hij geen woonplaats in België heeft, binnen wiens gebied hij zijn verblijfplaats heeft. Indien de schuldenaar niet in België woont, dan wordt het verlof gegeven door den magistraat van de plaats waar de inbeslagneming moet geschieden. Het verlof om beslag te leggen moet alzoo altijd uitgaan van een Belgisch magistraat.

Het Bestendig Comité is, wat de bevoegdheid betreft, afgeweken van het hem tot onderzoek voorgelegde ontwerp dat bepaalde dat : « Het verlof dient verleend door den magistraat in wiens gebied het beslag moet worden gelegd ».

Een ondervinding van meer dan honderd jaar pleit ten voordeele van de bevoegdheid van de plaats van de inbeslagneming. Tot het conservatoir beslag in handelszaken (art. 417), tot het pandbeslag (art. 819), en tot het forain-beslag (art. 822) kon nooit verlof verleend worden dan door den magistraat van de plaats van het beslag.

Beslag onder derden kan worden toegestaan door den rechter van de plaats van het beslag en door dien van de woonplaats van den beslagene (art. 558). De bevoegdheid van de plaats van het beslag werd eveneens gehuldigd door de wet van 4 September 1908. Na deze proef schijnt het bewezen dat de bevoegdheid van den magistraat van de plaats van de inbeslagneming om zoo te zeggen geen bezwaren biedt. In spoedeisende gevallen is die bevoegdheid vaak de eenige die toelaat het beslag met den gewenschten spoed te doen.

Het Bestendig Comité heeft zich echter voor de bevoegdheid van den rechter van de woonplaats van den beslagene uitgesproken om een tweevoudige reden.

1° Die rechter is het best aangewezen om vooral in de kleine arrondissementen, over den toestand van den beslagene te oordeelen ;

2° die rechter kan, in geval er beslag te leggen is binnen meer dan een rechtsgebied, bij een enkel bevelschrift de noodige verloven verleen en zodoende de kosten voor verscheidene bevelschriften vermijden.

Misschien zou de tweevoudige bevoegdheid van den rechter van de woonplaats van den beslagene en van dien van de plaats van het beslag kunnen aangenomen worden, zooals thans het geval is in zake beslag onder derden, waar de tweevoudige bevoegdheid die in theorie kan geëritiseerd worden, geen aanleiding tot misbruiken blijkt te hebben gegeven.

Indien de tweevoudige bevoegdheid aangenomen werd, dan zou de voorgestelde tekst kunnen vervangen worden door den volgende tekst :

« Zijn gelijkelijk bevoegd om verlof te verleen tot het leggen van beslag, de » magistraat van de plaats waar beslag moet worden gedaan en, indien de schulde- » naar in België woont, die van zijn woonplaats of, bij ontstentenis van woon- » plaats, die van zijn verblijfplaats.

» Cumulatie van verzoekschriften tot het bekomen van verlot tot beslag is » niet toegelaten. »

De bij dit artikel voorgeschreven regelen van bevoegdheid zijn niet van toepassing op het conservatoir-beslag op zee- en binnenschepen.

\* .

Artikel 821 bepaalt dat geen beslag mag worden gelegd dan voor een schuld-vordering die ten tijde van het beslag, een bepaalde en invorderbare, vereffende of spoedig vereffensbare schuldvordering is. Die bepaling sluit aan bij de interpretatie die de leer en de rechtspraak heeft gegeven aan den in artikel 551 opgenomen algemeenen regel. Het is noodig gebleken aan dezen regel te herinneren om te beletten dat, in zake conservatoir-beslag, de betwisting zou ontstaan die thans nog altijd inzake beslag onder derden gaande is over de toepasselijkheid van dien regel op de beslagleggingen gedaan krachtens een conservatoiren titel.

\* \*

Artikel 822 bepaalt dat alleen de roerende zaken die voor executoriaal beslag, beslag op vruchten te velde of beslag onder derden vatbaar zijn, bij wijze van conservatoir beslag kunnen in beslag worden genomen.

De roerende zaken die onvatbaar zijn verklaard voor executoriaal beslag kunnen niet conservatoir worden in beslag genomen. Hetzelfde geldt voor de op particulieren gevestigde renten.

De goederen onroerend door bestemming, d. i. de roerende goederen door den eigenaar van een erf tot den dienst of de exploitatie van dat erf of tot een blijvend gebruik aan het erf verbonden, kunnen niet bij wijze van executoriaal beslag in beslag worden genomen, noch bijgevolg conservatoir in beslag worden genomen dan in de bij artikel 593 voorziene gevallen.

De betrekkelijke ontvatbaarheid voor beslag van de goederen onroerende door bestemming is niet toepasselijk op de voorwerpen die door de huurders of door de pachters in het erf zijn ingebracht.

\* \*

Artikel 823 regelt den vorm waarin het conservatoir beslag geschiedt.

Wanneer beslag dient gelegd op een lichamelijke roerende zaak, dan moet het geschieden bij wijze van executoir beslag; wanneer het dient gelegd op wortelvaste vruchten, bij wijze van beslag op vruchten te velde; is het een schuldvordering waarop beslag dient gelegd, dan moet den vorm van het beslag onder derden worden in acht genomen. Alleen die formaliteiten hoeven toegepast, die voorzien zijn ingeval beslagen roerende goederen in bewaarderhand dienen gesteld. De formaliteiten betreffende de vanwaardeverklaring van voornoemde inbeslagnemingen zijn niet van toepassing op het conservatoir beslag, dat niet vatbaar is voor een eisch tot vanwaardeverklaring. Zoo zijn, in zake beslaglegging op lichamelijke roerende zaken en op wortelvaste vruchten, de regelen betreffende het te gelde maken van het pand niet van toepassing. Hetzelfde geldt in zake het conservatoir beslag op een schuldvordering, voor den regel die gebiedt te dagvaarden binnen den bij artikel 563 voorgeschreven termijn. Opzegging van de beslaglegging dient evenwel gedaan binnen de voorgeschreven termijnen.

Artikel 823 maakt desgevallend die regelen toepasselijk op het conservatoir beslag op een schuldvordering, die bij het decreet van 18 Augustus 1807 voorgeschreven zijn voor beslag onder derden in handen van ontvangers, bewaarders of beheerders van openbare kassen of gelden.

Artikel 823 voorziet echter verschillende afwijkingen op de regelen gevolgd bij executoriaal beslag.

Sommige van die afwijkingen zijn eenvoudig overgenomen uit de regelen opgenomen in de wet van 4 September 1908.

De verplichting, in geval van verzet, om zich tot den voorzitter van de rechtbank van eersten aanleg te vervoegen vindt haar wettiging hierin dat het conservatoir beslag geschiedt zooals het revindicatoir beslag waaraan deze regel ontleend is, krachtens een bevelschrift dat verleend is zonder dat hij, tegen wien of bij wien het beslag is gelegd, zich heeft kunnen verdedigen.

De regel betreffende de vrijheid om al dan niet getuigen te nemen is overgenomen uit de Fransche wet van 13 Januari 1923, die artikel 585 van het Wetboek van rechtsvordering gewijzigd heeft. De bij de handelingen der vervolging geboden discretie, maakt het wenschelijk dat slechts in geval van volstreckte noodzakelijkheid getuigen worden genomen.

Indien het in sommige gevallen volstrekt noodig is bewaarders te stellen, toch is het in andere gevallen bijna onmogelijk iemand te vinden die geneigd is om zich met de bewaring te gelasten, en is het, in nog andere gevallen geenszins doeltreffend bewaarders te stellen. Het komt dus gepast voor den beslaglegger vrij te laten al dan niet een bewaarder te stellen.

De bij dit artikel voorgeschreven regelen zijn niet van toepassing op het conservatoir beslag op zee- en binnenschepen.

\* \*

Artikel 824 voert, in zake conservatoir beslag, een nieuwe regeling in. Dit artikel bepaalt dat het verlof om beslag te leggen op straffe van nietigheid, den beslaglegger een termijn moet opleggen om den beslagene te dagvaarden tot betaling van de oorzaken van het beslag, en verklaart het beslag vervallen indien de dagvaarding niet is gedaan binnen den opgelegden termijn.

Deze bepaling is in de plaats getreden van de bepaling die was voorzien in het aan het Bestendig Comitéit voorgelegde ontwerp en die luidde als volgt : « Het conservatoir beslag geldt slechts gedurende twee jaar, behoudens hernieuwing voor het verstrijken van dien termijn ». Laatstbedoelde bepaling was de herhaling van een soortgelijke bepaling van de wet van 4 September 1908, die tot geen moeilijkheden aanleiding heeft gegeven.

Het Bestendig Comitéit is van oordeel dat den beslaglegger de verplichting dient opgelegd om vervolgingen in te spannen binnen een bepaalden termijn, ten einde den duur te beperken van de onzekerheid over het lot van de beslaglegging, lot dat afhangt van het lot van den hoofdeisch.

De rechter zal, in sommige gevallen, een langen termijn moeten opleggen, ten einde partijen niet tot nuttelooze kosten te verplichten.

Waar toe zou het immers dienen dat een verhuurder, die beslag heeft gelegd op de meubelen van zijn huurder en die door dien maatregel zijn belangen voldoende gewaarborgd acht, zou worden gedwongen vervolgingen in te stellen tegen zijn huurder die hem beloofd heeft zijn schulden bij deelen af te betalen !

Het Bestendig Comitéit ontveinst zich niet dat, ten gevolge van de afschaffing van den termijn gesteld voor de vanwaardeverklaring van het beslag, het beslag geen einde zal nemen ingeval partijen, na de dagvaarding, geen spoed maken om te doen uitspraak doen over de zaak zelf.

De verplichting voor den beslaglegger om over de hoofdzaak te dagvaarden en de mogelijkheid zodoende den beslagene geboden om het geschil te laten

beslechten, schaden in geen deele het recht van den beslagene om de intrekking van het verlof om beslag te leggen, te vragen aan den magistraat die dat verlof heeft verleend, noch om aan den magistraat die moet uitspraak doen over de zaak zelf opheffing van het beslag te vragen ingeval de beslaglegger werkeloos blijft.

\* \* \*

Artikel 825 maakt een einde aan het misbruik van het onregelmatig verzet, hetzij dit verzet wordt gedaan door bemiddeling van een deurwaarder, hetzij het bij brieve geschiedt. Het artikel dreigt met nietigheid van rechtswege elk verzet dat door een schuldeischer gedaan wordt zonder authentiek titel of verlof van het gerecht.

Het artikel heeft geen betrekking op het verzet of verbod gedaan door hem die eigenaar beweert te zijn; deze verrichtingen toch zijn aan geen enkele formaliteit onderworpen.

Het tweede lid van het artikel dat de hoofdelijke verantwoordelijkheid bedingt van de personen die onregelmatig verzet doen, — zoowel de eischer als de deurwaarder — is enkel de toepassing van een regel van gemeen recht.

\* \* \*

In artikel 546 worden, zooals hierboven gezegd is, de formaliteiten geregeld die door de deskundigen en de sequesters dienen in acht genomen ingeval in verzet wordt gekomen tegen het openen der deuren en wanneer papieren in beslag moeten genomen worden.

\* \* \*

Artikel 553 bepaalt hoe het cantonnement moet geschieden. Volgens de voorgestelde regeling, is het cantonnement een recht dat elke schuldenaar heeft tegen wien conservatoir beslag werd gelegd. Zoo kan de schuldenaar, op wiens zee- of binnenschip conservatoir beslag is gelegd, het beslag op zijn schip doen opheffen, door een voldoende som te storten in de consignatiekas.

De schuldenaar kan van dit recht gebruik maken zonder het verlof van den rechter te moeten vragen, zooals hij moet doen in Frankrijk.

Door den schuldenaar, die de beslagen zaken of erven wil vrijmaken, wordt in de Consignatiekas ofwel in handen van een door den beslaglegger toegelaten of gerechtelijk aangesteld sequester een voldoende bedrag gestort, om zekerheid te stellen voor de oorzaken van het beslag wat hoofdsom, interesten en kosten betreft. Bij de inbewaarestelling bedingt de schuldenaar dat die som bijzonder bestemd is om de schuldvordering van den beslaglegger te delgen, dat die som den beslaglegger zal ten goede komen in de maat waarin hij als schuldeischer zal erkend worden.

Indien het conservatoir beslag geschiedt in handen van een derde, zal die derde de zaak uit zijn handen geven in handen van den beslagene zoodra deze laatste hem het bewijs zal hebben geleverd dat hij een voldoende bedrag niet bijzondere bestemming heeft gestort.

Het tweede lid van artikel 553 voorziet het geval dat een beslagene niet beschikt over de bedragen noodig voor het cantonnement, en verleent hem de machtiging om, indien het beslag gaat over beschikbare zaken, de storting te doen uit de beslagen gelden of uit de gelden die voortkomen van de te gelde gemaakte beslagen zaken. De beslagen derde is desgevallend gehouden de storting te doen uit de algeheelheid of een deel van de beslagen gelden.

De beslagene kan den beslagen derde dwingen om, voor een hooger bedrag dan de oorzaken van het beslag, gelden in bewaring te stellen, maar hij kan den derde niet dwingen om in zijn handen te storten wat de oorzaken van het beslag te boven gaat, dan indien hij het bewijs levert dat een voldoende som gestort is.

Indien het beslag betrekking heeft op andere zaken dan gelden, dan kan de beslagene ze verkoopen en, desgevallend, den beslagen derde dwingen om ze te laten verkoopen ten einde de storting te doen. Indien de beslaglegger en de beslagene niet overeenkomen, wordt de wijze waarop de verkoop dient te geschieden, gerechtelijk geregeld.

Artikel 553 bepaalt dat de rechter alleen in geval van betwisting tusschenkomt. Deze tusschenkomst heeft plaats hetzij ingeval van betwisting over de keus van den sequester, over het bedrag van de inbewaarstelling, over de vrijmaking van hetgeen de oorzaken van het beslag te boven gaat, over het te gelde maken van de beslagen zaken met het oog op de inbewaarstelling, hetzij over eenig ander punt.

De rechter die bevoegd is om uitspraak te doen over de betwistingen waartoe het cantonnement aanleiding geeft, is altijd de magistraat die bevoegd is om naar luid van lid 1 en 3 van artikel 819 verlof te verleenen voor het conservatoir beslag. Deze magistraat is niet noodzakelijkerwijze dezelfde als diegene die verlof heeft verleend tot de beslaglegging. Zoo kan de vrederechter, die, omdat er spoed is, verlof verleent tot beslaglegging in het geval voorzien bij het 2<sup>o</sup> lid van artikel 820, geen uitspraak doen over de moeilijkheden inzake cantonnement dan indien hij bevoegd was om verlof te verleenen tot beslaglegging krachtens het eerste lid van dat artikel.

De bevoegde magistraat bepaalt op welke wijze en onder welke voorwaarden de verkoop van de beslagen goederen zal geschieden. Hij zorgt er voor dat de verkoop het pand van den schuldenaar niet vermindert en dat de er van voortkomende gelden tot een passend bedrag in bewaring worden gesteld.

Artikel 553 bepaalt dat, indien een storting wordt gedaan om bijzonder te worden aangewend tot delging van de oorzaken van het beslag onder beding dat de beslagene als schuldenaar zal worden erkend, die storting als betaling geldt.

Die tekst vergt eenigen uitleg.

Het cantonnement van het beslag bestaat uit de aanwezigheid van de twee volgende gegevens waarvan het eene moet dienen als tegenhanger van het andere:

1<sup>o</sup> het beslag blijft beperkt tot hetgeen noodig is om desgevallend de betaling van de schuldvordering van den beslaglegger te waarborgen.

2<sup>o</sup> Een zeker bedrag wordt bestemd tot betaling van de schuldvordering van den beslaglegger, bedrag dat zal worden nedergelegd in de Deposito- en Consignatiekas of in handen van den sequester.

Om die bestemming aan te geven, schrijft de Fransche wet van 17 Juli 1907 voor dat den beslaglegger een uitsluitend voorrecht wordt verleend op de inbewaring gestelde gelden. Het ontwerp heeft die formule opzettelijk niet overgenomen. Immers kan zich het geval voordoen dat de beslagen schuldenaar failliet wordt verklaard en dat de inbewaarstelling, gedaan om hem opheffing van het beslag te bezorgen, plaats had minder dan tien dagen voor den datum vastgesteld voor het staken van de betalingen. In dit geval en indien, zooals in de Fransche wet, de ter voldoening van artikel 553 gedane inbewaringstelling het karakter zou krijgen van een pand, zou dit een van de panden worden die volgens de letter van artikel 445 van de wet op de faillissementen, van rechtswege nietig zijn verklaard. Deze vernietiging van het pand zou voorzeker in strijd zijn

geweest met het beginsel van voornoemd artikel 445 : het moest alleen dienen om de verrichtingen waarbij de gefailleerde een eenzijdig voordeel toekent aan een van zijn schuldenaars, waardeloos te maken.

Indien de beslagen schuldenaar, dank zij de instelling van het cantonnement, de vrijmaking van de onder derden beslagene som bekomt van den beslaglegger, en indien hij ze bekomt mits in bewaarestelling van een (altijd kleiner) bedrag dat zal bestemd zijn tot betaling van de schuldvordering van den beslaglegger, dan is het klaar dat de schuldenaar geen eenzijdig voordeel bezorgt aan den beslaglegger. Een verrichting zooals deze, die uitteraard een ruilverrichting is, zou dus niet *ipso jure* nietig moeten worden verklaard, maar alleen dan wanneer het bewezen is dat er bedrog bestaat ten nadeele van den boedel.

Dat heeft het ontwerp willen bereiken ; en het meent er toe gekomen te zijn door een gemakkelijk middel. Het bepaalt dat de storting of de inbewaarestelling van gelden, gedaan met het oog op de cantonnements, geldt als betaling van de oorzaken van het beslag. Omdat door die inbewaarestelling niet een pand wordt gegeven maar wel een betaling wordt gedaan, zal artikel 445 er niet op toepasselijk zijn. De inbewaarestelling zal daarentegen, bij toepassing van artikel 448 ten overstaan van den boedel wel moeten vernietigd worden, zoowel als de andere betalingen in specien die tijdens den verdachten termijn, door den gefailleerde zouden kunnen gedaan zijn, indien die inbewaarestelling is geschied tegen de rechten in van de schuldeischers, en zal zij kunnen worden nietig verklaard bij toepassing van artikel 446, indien, op het oogenblik van de inbewaarestelling, hij ten wiens voordeele deze inbewaarestelling was gedaan, kennis had van de staking van de betalingen.

Aan de uitdrukking in de mate waarin de beslagene erkent of erkend wordt schuldenaar te zijn, werd de voorkeur gegeven boven de woorden : « waarin het beslag gewettigd is », om de geldigheid van het cantonnement te scheiden van die van het beslag. De betaling, onder een opschorsende voorwaarde die bij de inbewaarestelling met bijzondere affectatie van toepassing is, geldt tot beloop van het verschuldigde bedrag, terwijl het beslag nietig zou zijn indien het zou blijken dat de beslaglegger schuldeischer is van den beslagene.

Artikel 554 regelt het cantonnement in zake beslag ten executorial titel en beperkt tot twee, de gevallen waarin de beslagene zijn toevlucht kan nemen tot het cantonnement : 1° in geval bevel is gegeven de vervolgingen te schorsen ; 2° in geval er een vonnis is verleend waarvan hooger beroep is gevallen of waartegen in verzet is gekomen, voor zoover de beslissing het cantonnement niet uitsluit.

Het woord « vonnis » heeft hier zijn ruimste beteekenis, deze van rechterlijke beschikking houdende veroordeeling.

Wat dit artikel aangaat, heeft het geen belang dat bij de beslaglegging het vonnis krachtens hetwelk het beslag werd gelegd, al dan niet beteekend en een uitgifte er van werd verleend, dat het al dan niet uitvoerbaar was bij voorraad, dat verzet of hooger beroep er tegen werd aangeteekend voor of na het beslag. Die omstandigheden, die de geldigheid van de beslagleggingen bij wijze van conservatoir beslag betreffen en die uit dien hoofde tot betwisting aanleiding hebben gegeven, hebben geen belang in zake het recht op cantonnement. Zoolang het beslag voortduurt dat in executorialen vorm krachtens een vonnis is geschied, zoolang dat beslag niet is geldig gemaakt of opgeheven, zoolang kan de beslagene zijn toevlucht nemen tot het cantonnement.

De voorwaarden onder dewelke de vrijmaking kan worden bekomen van hetgeen de oorzaken van het beslag te boven gaat, zijn dezelfde als in zake conservatoir beslag. Artikel 554 bepaalt er zich bij te verwijzen naar artikel 553. Onder de aldaar aangeduide voorwaarden is de aan het einde van artikel 553 opgenomen regel van bevoegdheid begrepen.

De betwistingen waartoe het cantonnement aanleiding geeft, zullen dus berecht worden door den magistraat die bevoegd ware geweest om, op grond van dezelfde schuldvordering, verlof te verleen om conservatoir beslag te leggen op zaken waarover het executoriaal beslag gaat.

\* .

Bij artikel III worden de artikelen ingetrokken die geen reden van bestaan meer hebben ten gevolge van de regeling van het conservatoir beslag. Door de intrekking van artikel 63 der wet van 10 Juli 1877 vervalt niet het recht om conservatoir beslag te leggen, dat bij dit artikel aan den houder van een wegens wanbetaling geprotesteerden wissel wordt toegekend tegen de trekkers, nemers en endossanten; de houder kan voortaan, in zijn hoedanigheid van schuldeischer, bij toepassing van artikel 819, conservatoir beslag leggen tegen de trekkers, nemers en endossanten. Dit artikel laat eveneens de beslagleggingen toe die geschieden krachtens artikel 1 der wet van 5 October 1833, 417 en 558 van het Wetboek van Burgerlijke Rechtsvordering. De verhuurder zal geen pandbeslag meer kunnen leggen, evenmin als de schuldeischer derden-beslag of forain-beslag zal mogen doen krachtens een verlof van den rechter, maar de verhuurder en de schuldeischer zullen met hetzelfde doel conservatoir beslag mogen leggen.

De intrekking van de bepalingen van de artikelen 557 en 559 betreffende het beslag onder derden krachtens onderhandsche titels, zoowel als van de bepalingen van het huidige artikel 819 in zake pandbeslag, maakt een einde aan de misbruiken die volgen uit beslagleggingen gedaan krachtens een niet executorialen titel of niet executoriale vonnissen, evenals de betwistingen waartoe die termen aanleiding geven.

\* .

De wet brengt geen wijziging aan de wetgeving in zake executoriaal beslag, inzonderheid in zake beslag onder derden krachtens een executorialen titel.

\* \*

Bij artikel IV wordt de vrijheid om zijn toevlucht te nemen tot het cantonnement voorzien bij de artikelen 553 en 554, 1<sup>o</sup>, toepasselijk gemaakt op de in gang zijnde gedingen.

De beginselen maken het noodig dat de artikelen 553 en 554, 1<sup>o</sup>, van toepassing zijn op de conservatoire beslagleggingen en op de executoriale beslagleggingen ingeval van schorsing, die zijn gedaan vóór het van kracht worden van de nieuwe wetgeving. Immers, ver van afbreuk te doen aan de verworven rechten van den beslaglegger, is het cantonnement van dien aard dat het die rechten versterkt door de in bewaring gestelde gelden te bestemmen tot betaling van de oorzaken van het beslag.

Was artikel IV wel volstrekt noodig om een zoo gewettigden toepassingsregel voor te schrijven?

Het Bestendig Comité stelde hem slechts voor omdat in Frankrijk, onmiddellijk na de bekendmaking van de wet van 17 Juli 1907, een betwisting daaromtrent is opgerezen en het gepast werd bevonden een dergelijke te voorkomen.



**CHAMBRE**  
**des Représentants.**

**KAMER**  
**der Volksvertegenwoordigers**

**PROJET DE LOI**

**sur la saisie conservatoire  
et l'exécution forcée.**

**Albert,**

**ROI DES BELGES,**

*A tous, présents et à venir, Salut.*

Sur la proposition de Notre Ministre  
de la Justice,

**NOUS AVONS ARRÊTÉ ET ARRÊTONS :**

Notre Ministre de la Justice est  
chargé de présenter, en Notre Nom,  
aux Chambres législatives le projet  
de loi dont la teneur suit :

**ARTICLE PREMIER.**

Le titre II du livre premier de la  
deuxième partie du code de procédure  
civile est abrogé et remplacé par les  
dispositions suivantes :

**TITRE II.**

**De la saisie conservatoire.**

*Art. 819.* — Dans les cas qui  
requièrent célérité tout créancier peut  
saisir conservatoirement avec une auto-  
risation de justice les meubles, tant  
corporels qu'incorporels, et les fruits  
pendants par racine qui répondent des  
obligations de son débiteur, soit en  
raison du gage général que le créan-  
cier a sur le patrimoine du débiteur,  
soit en raison du privilège que l'ar-

**WETSONTWERP**

**betreffende het conservatoir beslag  
en de gedwongen tenuitvoeleg-  
ging.**

**Albert,**

**KONING DER BELGEN.**

*Aan allen, tegenwoordigen en toe-  
komenden, Heil.*

Op voorstel van Onzen Minister van  
Justitie,

**WIJ HEBBEN BESLOTEN EN WIJ BESLUITEN :**

Onze Minister van Justitie is gelast,  
in Onzen Naam, bij de Wetgevende Ka-  
mers het wetsontwerp aan te bieden  
waarvan de inhoud volgt :

**EERSTE ARTIKEL.**

Titel II van Boek I van Deel II van  
het Wetboek van Burgerlijke Rechts-  
vordering wordt ingetrokken en door  
de volgende bepalingen vervangen :

**TITEL II**

**Het conservatoir beslag**

*Art. 819.* — In spoedeischede geval-  
len, kan elk schuldeischer, met verlof  
van den rechter, conservatoir beslag  
leggen op de zoo lichamelijke als on-  
lichamelijke roerende goederen en de  
wortelvaste vruchten, die voor de ver-  
plichtingen van zijn schuldenaar borg  
staan, hetzij wegens het algemeen pand  
dat de schuldeischer op het bezit  
van den schuldenaar heeft, hetzij we-

tiele 20 de la loi du 16 décembre 1851 confère au bailleur.

*Art. 820.* — L'autorisation est accordée, sur requête, par le président du tribunal de première instance, par celui du tribunal de commerce ou par le juge de paix, selon que la contestation de la créance, à l'égard du débiteur, rentre dans la compétence de ces juridictions.

Dans les cas d'urgence, l'autorisation peut toujours être accordée par le juge de paix, si le débiteur n'a pas d'établissement fixe en Belgique.

L'autorisation est accordée par le magistrat du domicile ou, à défaut de domicile, de la résidence du débiteur. Si ce dernier n'a en Belgique ni domicile ni résidence, l'autorisation est accordée par le magistrat dans le ressort duquel la saisie doit être pratiquée.

*Art. 821.* — La saisie conservatoire ne peut être autorisée que pour sûreté d'une créance certaine et exigible, liquide ou de nature à être promptement liquidée. L'ordonnance doit, à peine de nullité, indiquer la somme en principal, intérêts et frais pour laquelle la saisie est autorisée.

*Art. 822.* — La saisie conservatoire ne porte que sur des meubles et fruits susceptibles de saisie-exécution, de saisie-branden ou de saisie arrêt.

*Art. 823.* — La saisie conservatoire est pratiquée dans la forme d'une saisie-exécution ou d'une saisie-branden, selon qu'elle porte sur des meubles corporels ou sur des fruits pen-

gens het bij artikel 20 van de wet van 16 December 1851 aan den verhuurder toegekende voorrecht.

*Art. 820.* — Het verlot wordt, op verzoekschrift, door den voorzitter van de rechtbank van eersten aanleg, den voorzitter van de rechtbank van koop-handel of den vrederechter verleend, naar gelang de betwisting omtrent de schuldvordering, ten opzichte van den schuldenaar, tot de bevoegdheid van die rechters behoort.

In dringende gevallen, kan het verlot steeds door den vrederechter worden verleend, indien de schuldenaar geen vaste vestiging in België heeft.

Het verlot wordt verleend door den rechter van de woonplaats, of, bij ontstentenis van woonplaats, van de verblijfplaats van den schuldenaar. Heeft deze in België noch woon- noch verblijfplaats, dan wordt het verlot verleend door den rechter in wiens rechtsgebied het beslag moet geschieden.

*Art. 821.* — Tot conservatoir beslag kan geen verlot worden verleend tenzij tot zekerheid van een bepaalde en eischbare schuldvordering, die verevend of van zulken aard is dat zij spoedig kan verevend worden. Het bevelschrift moet, op straffe van nietigheid, het bedrag aan hoofdsom, interesten en kosten vermelden, waarvoor het beslag verleend wordt.

*Art. 822.* — Het conservatoir beslag kan alleen geschieden op roerende goederen en vruchten die vatbaar zijn voor executoriaal beslag, beslag op vruchten te velde of beslag onder derden.

*Art. 823.* — Het conservatoir beslag geschiedt onder den vorm van executoriaal beslag of beslag op vruchten te velde, naar gelang het gelegd wordt op lichamelijke roerende goederen of op

dants par racine, sous les modifications suivantes :

1) la saisie n'est précédée d'aucun commandement ;

2) en cas d'opposition, l'huissier constitue garnison aux portes et en réfère au président du tribunal de première instance ;

3) l'exploit de saisie contient, à peine de nullité :

a) copie de l'ordonnance ensuite de quoi elle est faite ;

b) élection de domicile dans le lieu où siège le président qui a rendu l'ordonnance ;

4) le procès-verbal de saisie est notifié, à peine de nullité, dans la huitaine au débiteur si copie n'a pu lui être remise lors de la saisie ;

5) l'assistance de témoins et l'établissement d'un gardien sont facultatifs.

La saisie conservatoire est pratiquée dans la forme d'une saisie-arrêt lorsqu'elle porte sur des meubles incorporels.

*Art. 824.* — S'il n'y a procédure en cours, l'autorisation de saisie doit, à peine de nullité, impartir un délai, pour assigner au fond. A défaut d'assignation dans le délai imparti la saisie est, de plein droit, frappée de caducité.

*Art. 825.* — Toute opposition ou défense, faite à titre de créancier, sans titre exécutoire ni autorisation du juge et non acceptée par le débiteur, est nulle et de nul effet.

L'huissier qui procède à une saisie sans titre exécutoire ni autorisation de justice, et la partie qui l'en a requis, sont solidairement passibles de dommages-intérêts.

wortelvaste vruchten, mits de volgende wijzigingen :

1) het beslag wordt door geen enkel bevel voorafgegaan ;

2) bij verzet plaatst de deurwaarder een wacht aan de deuren en vervoegt zich tot den voorzitter van de rechtbank van eersten aanleg ;

3) het exploit van beslag bevat op straffe van nietigheid :

a) afschrift van het bevelschrift tengevolge waarvan beslag gelegd wordt ;

b) keuze van woonplaats in de plaats waar de voorzitter die het bevelschrift verleend heeft, zitting houdt ;

4) het proces-verbaal van inbeslagneming wordt, op straffe van nietigheid, binnen acht dagen aan den schuldenaar beteekend, indien hem bij de inbeslagneming geen afschrift kon overhandigd worden ;

5) de bijstand van getuigen en het stellen van een bewaarder zijn niet verplichtend.

Het conservatoir beslag geschiedt in den vorm van een beslag onder derden, wanneer het op onlichamelijke roerende goederen gelegd wordt.

*Art. 824.* — Indien er geen geding hangende is, moet het verlof tot inbeslagneming, op straffe van nietigheid, een termijn bepalen om ten aanzien van de zaak zelf te dagvaarden. Bij gebrek aan dagvaarding binnen den bepaalden termijn, vervalt het beslag van rechtswege ;

*Art. 825.* — Elk verzet of verbod, als schuldeischer gedaan, zonder executorialen titel noch verlof van den rechter, en niet door den schuldenaar aanvaard, is nul en van geener waarde.

De deurwaarder, die zonder executorialen titel, noch verlof van den rechter een inbeslagneming doet, en de partij die hem daartoe verzocht, kunnen hoofdelijk tot schadevergoeding veroordeeld worden.

## ART. 2.

Les articles 546, 553 et 554 du Code de procédure civile, abrogés par la loi du 25 mars 1876 sur la compétence sont remplacés par les dispositions suivantes :

*Art. 546.* — Les huissiers, experts et séquestres observent en cas d'opposition à l'ouverture des portes, les formes prescrites par les articles 587 et 591 ou celles prescrites par l'article 829, selon que l'opposant a été ou n'a pas été appelé lors de la décision judiciaire qui les a commis.

Ils observent les formes prescrites par l'article 591 pour le cas où il se trouve des papiers.

*Art. 553.* — Le débiteur sur qui une saisie conservatoire a été pratiquée peut, en tout état de cause, libérer les choses sur lesquelles elle porte, en versant soit à la Caisse des Dépôts et Consignations soit aux mains d'un séquestre agréé ou commis, une somme suffisante pour répondre des causes de la saisie en principal, intérêts et frais, et en affectant spécialement cette somme à l'extinction de la créance du saisissant, sous condition que les droits de ce dernier seraient ultérieurement reconnus.

Lorsque la saisie porte sur choses disponibles, le saisi peut effectuer le versement soit au moyen des fonds saisis, soit au moyen de ceux qui proviennent de la vente des choses saisies.

Le versement avec affectation spéciale vaut paiement, dans la mesure où le saisi se reconnaît ou est reconnu débiteur.

En cas de contestation, les parties

## ART. 2.

De artt. 546, 553 en 554 van het Wetboek van Burgerlijke Rechtsvordering, ingetrokken bij de wet van 25 Maart 1876 op de bevoegdheid, worden door de volgende bepalingen vervangen :

*Art. 546.* — De deurwaarders, deskundigen en sequesters, nemen, in geval van verzet tegen het openen der deuren, de vormen in acht, voorgeschreven bij de artt. 587 en 591 of die voorgeschreven bij art. 829, naar gelang hij, die in verzet komt, al dan niet bij de rechterlijke beslissing, waarbij zij aangesteld werden, opgeroepen werd.

Zij nemen de bij artikel 591 voorgeschreven vormen in acht voor het geval er papieren gevonden worden.

*Art. 553.* — De schuldenaar tegen wien het conservatoir beslag gedaan is, kan, in elken stand der zaak, de goederen welke in beslag genomen werden vrijmaken, door hetzij in de Deposito- en Consignatiekas hetzij in handen van een toegelaten of aangesteld sequester, een voldoende bedrag te storten om als zekerheid te dienen voor de oorzaken van het beslag in hoofdsom interesten en kosten, en dit bedrag in het bijzonder te bestemmen tot het delgen van de schuldvordering van den beslaglegger, onder beding dat de rechten van laatst bedoelde naderhand erkend worden.

Heeft het beslag betrekking op beschikbare zaken, dan kan de beslagene de storting doen, hetzij door middel van de in beslag genomen gelden, hetzij door middel van die, welke voortkomen van den verkoop van de in beslag genomen zaken.

De storting met bijzondere bestemming geldt als betaling, in de mate waarin de beslagene erkent of erkend wordt schuldenaar te zijn.

In geval van betwisting, komen de

se pourvoient devant le magistrat compétent aux termes des alinéas 1 et 3 de l'article 820. Il règle, le cas échéant, le mode et les conditions de la vente des choses saisies.

*Art. 554.* — Le débiteur sur qui saisie a été pratiquée à titre exécutoire, peut libérer ce qui excède les causes de la saisie, dans les conditions prévues à l'article précédent :

1° si la surséance aux poursuites a été ordonnée ;

2° si la saisie est pratiquée en vertu d'un jugement frappé d'appel ou d'opposition, et sauf disposition contraire du jugement.

#### ART. 3.

L'article 1 de la loi du 5 octobre 1833 relative à l'expulsion des fermiers et locataires, l'article 63 de la loi du 10 juillet 1877 sur la lettre de change, l'article 558 du code de procédure civile, les dispositions de l'article 417 relatives à la saisie et celles des articles 557 et 559 du même code relatives à la saisie en vertu de titres privés ou d'une permission, sont abrogés.

#### ART. 4.

Les dispositions visées aux articles 553 et 554, 1° sont applicables aux procédures en cours.

Donné à Bruxelles, le 5 mars 1928.

partijen in voorziening voor den, luidens de alinea's 1 en 3 van artikel 820 bevoegden rechter. Deze regelt, in voorkomend geval, de wijze en de voorwaarden van verkoop van de in beslag genomen zaken.

*Art. 554.* — De schuldenaar, tegen wien het beslag ten executorialen titel werd gedaan, kan wat de oorzaken van het beslag te boven gaat vrijmaken onder de bij het vorig artikel voorziene voorwaarden :

1° indien bevel gegeven werd tot schorsing van vervolging ;

2° indien het beslag geschiedt krachtens een vonnis waartegen in beroep of verzet werd gekomen, en behoudens strijdige bepaling van het vonnis.

#### ART. 3.

Het eerste artikel der wet van 5 October 1833, betreffende de uitdrijving van pachters en huurders, artikel 63 der wet van 10 Juli 1877 op den wisselbrief, artikel 558 van het Wetboek van Burgerlijke Rechtsvordering, de bepalingen van artikel 417 betreffende de in beslagneming, en die van artt. 557 en 559 van hetzelfde Wetboek, betreffende de in beslagneming uit kracht van onderhandsche titels of van een verlof, zijn ingetrokken.

#### ART. 4.

De in de artt. 553 en 544-1° bedoelde bepalingen zijn op de hangende gedingen van toepassing.

Gegeven te Brussel, den 5<sup>e</sup> Maart 1928

ALBERT.

Par le Roi :

*Le Ministre de la Justice,*

Van 's Konings wege :

*De Minister van Justitie,*

P-E. JANSON.